



Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2008-2009

Rapport annuel de gestion

La forme masculine employée dans le texte désigne aussi bien les femmes que les hommes, le cas échéant.













Le texte de ce document a été imprimé sur un papier québécois contenant 100 % de fibres recyclées postconsommation, certifié Éco-logo, Procédé sans chlore, FSC-recyclé et fabriqué à partir d'énergie biogaz.



Québec, septembre 2009

Monsieur Yvon Vallières Président de l'Assemblée nationale Hôtel du Parlement Québec (Québec) G1A 1A4

Monsieur le Président,

Je vous transmets le *Rapport annuel de gestion* du Vérificateur général. Ce rapport fait état des résultats obtenus pour l'année financière 2008-2009 et constitue la dernière reddition de comptes à l'égard des objectifs de son *Plan stratégique 2006-2009*.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

Le vérificateur général,

Renaud Lachance, CA



Table des matières	Page
Message du vérificateur général	1
Déclaration attestant la fiabilité des données et des contrôles afférents	
Rapport de validation du vérificateur interne	4
Faits saillants	
Aperçu de l'organisation	
Utilisation des ressources financières	11
Résultats	14
Reddition de comptes selon le plan stratégique	20
Au service de l'Assemblée nationale	20
Orientation 1. Maximiser l'utilisation des travaux du Vérificateur général par l'Assemblée nationale	21
Orientation 2. Travailler en collaboration avec les parlementaires et s'assurer de leur satisfaction	23
Pour une saine gestion des deniers publics	24
Orientation 3. Favoriser une reddition de comptes rigoureuse de la part des administrations publiques	24
Orientation 4. Accentuer les vérifications sur l'économie en matière d'acquisition et d'utilisation des ressources	27
Orientation 5. Travailler en collaboration avec les dirigeants des entités du secteur public	28
Une institution d'avant-garde, performante et experte	31
Orientation 6. S'assurer de la performance de l'organisation et enrichir son expertise	31
Orientation 7. Être un employeur public attrayant, qui met à profit le plein potentiel de ses employés	33
Orientations stratégiques 2009-2012	34
Gestion des risques	35
Plaintes et allégations	35
Évènements importants survenus à la suite de nos travaux	36
Exigences législatives et gouvernementales	37
États financiers vérifiés	38
Annexe 1 – Liste des entités assujetties à la Loi sur le vérificateur général	E 4
ayant produit des états financiers vérifiés	
Annexe 2 – Organigramme au 31 mars 2007 Annexe 3 – Interventions relatives à la vérification de l'optimisation des ressources publiées en 2008-2009	
Annexe 4 – Missions de vérification financière confiées à des cabinets d'experts-comptables du secteur privé et honoraires professionnels (en dollars)	
Annexe 5 – État de situation portant sur le plan d'action en développement durable	37
du Vérificateur général	62
Annexe 6 – Rapports de vérification contenant une restriction ou un commentaire	
Annexe 7 – Informations portant sur les activités d'autres vérificateurs législatifs tirées des rapports 2007-2008	

Abréviations et sigles

National Audit Office Commission de l'administration NAO CAP Principes comptables généralement **PCGR** publique reconnus Institut Canadien des Comptables **ICCA** Agréés Vérification de l'optimisation VOR Normes internationales d'information des ressources **IFRS** financière

Message du vérificateur général



Mesdames et Messieurs, membres de l'Assemblée nationale du Québec,

C'est avec plaisir que je vous présente le *Rapport annuel de gestion* pour 2008-2009 de l'organisation que je dirige. Il constitue la dernière reddition de comptes du *Plan stratégique 2006-2009*. Durant cette période, de nouvelles responsabilités m'ont été attribuées à la suite d'importantes modifications législatives. Ces responsabilités sont les suivantes:

- vérification d'états financiers d'entités confiée auparavant à des cabinets privés;
- covérification des états financiers de certaines sociétés d'État, dont Hydro-Québec;
- vérification des états financiers d'établissements faisant partie des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation;
- réalisation de mesures d'évaluation de l'efficacité et de la performance de certains organismes et entreprises du gouvernement.

Pour cette troisième année, nous avons atteint 17 des 29 cibles de notre plan stratégique. Ce bilan est en partie tributaire d'un évènement indépendant de notre volonté, soit l'annonce en novembre 2008 de la tenue d'élections générales. Par conséquent, les résultats se rapportant aux objectifs liés aux parlementaires en ont été influencés. Voici quelques éléments qui ressortent de l'état de situation de ces trois années.

En trois ans, les heures relatives à la vérification de l'optimisation des ressources ont augmenté de 84 p. cent. Ce résultat répond aux attentes des membres de la Commission de l'administration publique. Cela a été possible grâce à la réorganisation des activités entreprise en 2005-2006, soit la spécialisation du personnel en vérification financière ou en vérification de l'optimisation des ressources, à notre décision de confier des vérifications financières à des cabinets d'experts-comptables du secteur privé ainsi qu'au budget additionnel accordé par le Bureau de l'Assemblée nationale.

Nous avons également mené, au cours des trois dernières années, six vérifications particulières et quatre interventions relatives à de grands projets d'immobilisations du gouvernement, lesquelles portent sur des sujets d'intérêt pour les parlementaires.

Par ailleurs, je suis particulièrement fier d'avoir produit, pour une deuxième année consécutive, un rapport de vérification sur les états financiers consolidés du gouvernement qui ne comporte aucune restriction ni commentaire. L'importante réforme comptable entreprise en 2007 par le gouvernement a rendu possible un tel rapport.

En ce qui a trait à la vérification financière, nous avons dépassé notre objectif de réduire les heures de travail de 10 p. cent pour les missions ayant un historique de trois ans. Depuis 2007-2008, pour 65 p. cent de ces missions, la réduction des heures se chiffre à plus de 12000. Les ateliers portant sur les bonnes pratiques en vue d'une plus grande efficience de nos travaux, le colloque des cadres en vérification financière, la fin de l'implantation de la nouvelle méthodologie et de la documentation des processus des contrôles internes sont des facteurs qui ont contribué à ce résultat.

Au 31 mars 2009, 25 p. cent de notre personnel professionnel de vérification détenait un diplôme universitaire dans une sphère d'activité différente de la comptabilité. Nos efforts pour augmenter ce pourcentage ont donc été récompensés.

En juin 2009, j'ai déposé le *Plan stratégique 2009-2012* de notre organisation à l'Assemblée nationale. Ce plan s'inscrit dans le même axe que celui de 2006-2009 et prend en compte les nouvelles responsabilités énumérées ci-dessus. Nous poursuivons toujours la même vision mais avec une nouvelle dimension, soit celle du développement durable. Cette vision s'énonce comme suit: «Une institution d'avant-garde, performante et experte, au service de l'Assemblée nationale pour contribuer à la saine gestion des fonds publics, dans la perspective d'un développement durable.»

Enfin, je remercie tout mon personnel pour sa collaboration. C'est grâce à lui que les défis relatifs au *Plan stratégique 2006-2009* ont été relevés. Je compte toujours sur lui pour m'aider à répondre aux nouveaux défis figurant dans le *Plan stratégique 2009-2012*.

Renaud Lachance, CA

Québec, le 22 septembre 2009

Cerand Parlicule

Déclaration attestant la fiabilité des données et des contrôles afférents

Les résultats et les renseignements contenus dans le présent rapport annuel de gestion sont sous ma responsabilité. Celle-ci porte sur la fiabilité des données, de l'information et des explications qui y sont présentées.

Tout au cours de l'exercice financier, j'ai maintenu des systèmes d'information et des mesures de contrôle fiables de manière à assurer la réalisation des objectifs fixés dans le *Plan stratégique 2006-2009*. De plus, le vérificateur interne a validé le caractère plausible des résultats, des indicateurs et des explications ainsi que la cohérence de l'information, et ce, au regard de l'exercice 2008-2009.

Le Rapport annuel de gestion du Vérificateur général du Québec pour 2008-2009 :

- décrit fidèlement la mission, le champ de compétence, les valeurs et les orientations stratégiques;
- présente les objectifs, les indicateurs, les cibles à atteindre et les résultats.

Je déclare que les données, l'information et les explications contenues dans le présent rapport annuel de gestion ainsi que les contrôles afférents à ces données sont fiables et que celles-ci correspondent à la situation telle qu'elle se présentait au 31 mars 2009.

Le vérificateur général,

Renaud Lachance, CA

Québec, le 22 septembre 2009

Reward Parlicule

Rapport de validation du vérificateur interne

Monsieur Renaud Lachance Vérificateur général

J'ai procédé à l'examen des résultats, des indicateurs, des explications et de l'information présentés dans le *Rapport annuel de gestion* du Vérificateur général du Québec pour l'exercice terminé le 31 mars 2009. La responsabilité de l'exactitude, de l'intégralité et de la divulgation de ces données incombe au vérificateur général. Ma responsabilité consiste à évaluer le caractère plausible et la cohérence de l'information, en me basant sur le travail que j'ai réalisé au cours de mon examen.

Mon examen a été fondé sur les normes internationales pour la pratique professionnelle de l'audit interne, élaborées par l'Institut des auditeurs internes (The Institute of Internal Auditors). Mes travaux ont consisté à obtenir des renseignements et des pièces justificatives, à mettre en œuvre des procédés analytiques, à documenter le fonctionnement des mécanismes de compilation, à réviser des calculs et à discuter sur l'information fournie. Un examen ne constitue pas une vérification.

Au terme de mon examen, je n'ai rien relevé qui me porte à croire que les résultats, les indicateurs, les explications et l'information contenus dans le *Rapport annuel de gestion* du Vérificateur général du Québec pour l'exercice terminé le 31 mars 2009 ne sont pas, à tous les égards importants, plausibles et cohérents.

Le vérificateur interne,

Jocelyn Huot, CA, CFE

Québec, le 22 septembre 2009

Joulyn Huot

Faits saillants

- Pour cette troisième année, nous avons atteint 17 des 29 cibles de notre plan stratégique.
 Ce bilan est en partie tributaire d'un évènement indépendant de notre volonté, soit l'annonce en novembre 2008 de la tenue d'élections générales. Par conséquent, les résultats se rapportant aux objectifs liés aux parlementaires en ont été influencés.
- Nous avons dépassé la cible se rapportant aux vérifications de l'optimisation des ressources (VOR) publiées depuis cinq ans qui sont utilisées ou évoquées par l'Assemblée nationale ou une commission parlementaire autre que la Commission de l'administration publique (CAP). En fait, 57 p. cent des vérifications ont été utilisées ou évoquées comparativement à 49 p. cent l'année précédente.
- Pour la deuxième année consécutive, le rapport de vérification sur les états financiers consolidés du gouvernement ne comporte ni restriction ni commentaire.
- Nous avons consacré 27 p. cent de nos ressources financières à la VOR en 2008-2009.
 Depuis 2005-2006, celles-ci ont presque doublé, passant de 3,3 à 6,4 millions de dollars.
 Ainsi, nous avons répondu à la demande de la CAP d'intensifier nos activités dans ce domaine.
- Relativement aux interventions de vérification financière ayant un historique de trois ans, nous avons dépassé la cible (soit 50 p. cent des interventions) liée à notre objectif de réduire de 10 p. cent les heures de travail par rapport à l'année précédente. De fait, nous avons atteint 65 p. cent. Les heures requises pour réaliser ces missions ont donc diminué de plus de 12 000 par rapport à l'année précédente. Les ateliers portant sur les bonnes pratiques en vue d'une plus grande efficience de nos travaux, le colloque des cadres en vérification financière, la fin de l'implantation de la nouvelle méthodologie et de la documentation des processus des contrôles internes sont des facteurs qui ont contribué à ce résultat.
- Le taux des recommandations appliquées ou ayant donné lieu à des progrès satisfaisants est de 60 p. cent pour les vérifications financières, ce qui constitue une baisse de 2 points de pourcentage par rapport à 2007-2008. Quant aux vérifications de l'optimisation des ressources, le taux est de 61 p. cent, soit 12 points de pourcentage de moins que l'année précédente. Ces taux sont en deçà de notre cible de 65 p. cent.
- Quatre vérifications ont été effectuées conjointement avec des cabinets d'expertscomptables du secteur privé (covérifications) en 2008-2009, dont deux pour une deuxième année consécutive.
- En 2008-2009, 25 p. cent du personnel professionnel de vérification détenait un diplôme universitaire dans une sphère d'activité différente de la comptabilité. Notre cible, fixée à 20 p. cent, a été atteinte.
- Nous avons procédé à un sondage portant sur la satisfaction de notre personnel.
 Le taux de participation a été de 96 p. cent. L'indice de satisfaction se chiffre à 8 sur une échelle de 10. Ce résultat se compare avantageusement à celui d'autres grandes entreprises et à celui de notre sondage réalisé en 2003.



Aperçu de l'organisation

La Loi sur le vérificateur général, adoptée en juin 1985, encadre les activités de l'organisation. Cette loi a pour objet de favoriser, par la vérification, le contrôle parlementaire sur les fonds et autres biens publics. C'est pourquoi le Vérificateur général est au service exclusif de l'Assemblée nationale.

La vérification législative comporte, dans la mesure jugée appropriée par le Vérificateur général, la vérification financière, celle de la conformité des opérations avec les lois, les règlements, les énoncés de politique et les directives ainsi que la vérification de l'optimisation des ressources, laquelle inclut les vérifications particulières effectuées à la demande du gouvernement ou du Conseil du trésor.

La vérification financière comprend la vérification d'états financiers et celle d'autres informations financières. Elle a pour but de fournir l'assurance raisonnable que ces états et ces informations sont exempts d'inexactitudes importantes. Dans le cadre de ce type de vérification, on procède également à la vérification de la conformité des opérations ayant une incidence financière avec les lois, les règlements, les politiques et les directives.

Certaines entités peuvent, en vertu de leur loi constitutive, confier la vérification de leurs livres et comptes à des cabinets d'experts-comptables du secteur privé. Dans de tels cas, le Vérificateur général exerce un droit de regard. Ce droit lui permet d'obtenir les états financiers vérifiés, d'examiner les dossiers du vérificateur externe et de demander des travaux supplémentaires, s'il y a lieu.

Dans le respect de sa loi, le Vérificateur général peut également demander à des cabinets d'experts-comptables du secteur privé d'effectuer en tout ou en partie une vérification; toutefois, il demeure responsable de celle-ci. Les honoraires de ces cabinets sont supportés par les entités lorsque moins de la moitié des revenus de ces dernières viennent du Fonds consolidé du revenu ou d'autres fonds administrés par un organisme public, ou les deux à la fois.

Avant de donner un tel mandat, une appréciation des risques y afférents est effectuée. Lorsque ceux-ci sont modérés, le Vérificateur général entame les démarches pour déterminer qui effectuera les travaux. Il procède généralement par appel d'offres sur invitation et évalue les fournisseurs selon les critères suivants: l'expérience de l'associé, du directeur et du vérificateur responsable sur place, l'approche de vérification préconisée ainsi que l'assurance qualité. Il exige également que le cabinet soit reconnu comme maître de stage auprès de l'Ordre des comptables agréés du Québec.

La Loi sur la gouvernance des sociétés d'État a introduit des règles relatives à la covérification des livres et comptes de sept sociétés. Par conséquent, les travaux doivent être menés conjointement par le Vérificateur général et des cabinets d'experts-comptables du secteur privé. Investissement Québec, la Société de l'assurance automobile du Québec, la Société générale de financement du Québec et la Société des alcools du Québec ont déjà fait l'objet d'une telle vérification. Celle-ci sera appliquée au plus tard en 2010 pour ce qui est de la Caisse de dépôt et placement du Québec, d'Hydro-Québec ainsi que de la Société des loteries du Québec (Loto-Québec). De plus, d'autres modifications législatives ont

fait en sorte de confier au Vérificateur général la vérification des états financiers de la Régie des installations olympiques et de ceux de l'Agence métropolitaine de transport, qui était effectuée dans le passé par des cabinets d'experts-comptables du secteur privé.

D'autre part, les travaux de vérification financière peuvent donner lieu à un rapport à la direction. Ces rapports, qui font état de recommandations visant notamment à améliorer les contrôles internes, sont portés à l'attention de la haute direction ou du comité de vérification des entités concernées.

Quant à la VOR, elle vise à faire la lumière sur les moyens que les gestionnaires mettent en place pour administrer de façon économique, efficiente et efficace les ressources qui leur sont confiées. La vérification de l'utilisation des subventions accordées par les organismes publics et les organismes du gouvernement de même que la vérification de la mise en œuvre du développement durable font également partie de ce type de vérification. Ces missions ne mettent toutefois pas en cause le bien-fondé des énoncés de politique et des objectifs des différents programmes.

Par ailleurs, à la suite d'un amendement adopté en juin 2008, la *Loi sur la gouvernance des sociétés d'État* confie un nouveau type de responsabilité au Vérificateur général, qui consiste à réaliser tous les trois ans des mesures d'évaluation de l'efficacité et de la performance des huit sociétés d'État désignées dans cette loi. Des démarches ont été entreprises auprès de chacune de ces sociétés afin de déterminer les modalités d'application de cette responsabilité.

Champ de compétence

Le champ de compétence du Vérificateur général se rapportant à la vérification financière s'étend à tous les fonds et autres biens publics du gouvernement, de ses organismes et de ses entreprises. La liste des entités assujetties à la Loi sur le vérificateur général qui ont produit des états financiers vérifiés en 2008-2009 est présentée à l'annexe 1.

Les modifications apportées à cette loi en juin 2008 permettent dorénavant au Vérificateur général de vérifier à sa discrétion les états financiers des établissements publics faisant partie des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation. Au 31 mars 2009, de telles vérifications étaient en cours auprès de trois établissements du réseau de la santé et des services sociaux et de quatre établissements du réseau de l'éducation.

Par ailleurs, le Vérificateur général n'a plus l'obligation de vérifier annuellement les états financiers des agences de la santé et des services sociaux depuis l'exercice terminé le 31 mars 2009. Dorénavant, ce sont des cabinets d'experts-comptables du secteur privé qui en sont chargés. Cependant, il peut vérifier ces états s'il le juge opportun.

En ce qui a trait à l'optimisation des ressources, son champ de compétence englobe, outre les entités faisant partie du champ de compétence en vérification financière, tous les organismes publics et gouvernementaux qui ne produisent pas d'états financiers distincts. S'y ajoutent les bénéficiaires de subventions versées par ces organismes, tels ceux des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation. La décision d'entreprendre une VOR est à la discrétion du Vérificateur général.



Toutefois, pour procéder à une VOR dans une entreprise du gouvernement, le Vérificateur général doit conclure une entente avec son conseil d'administration. Aucun autre vérificateur législatif au Canada n'a cette contrainte.

Structure organisationnelle

Comme le montre l'organigramme au 31 mars 2009 (annexe 2), les activités de vérification sont chapeautées par 4 vérificateurs généraux adjoints, dont le commissaire au développement durable, et une vérificatrice générale adjointe ainsi que 3 directeurs principaux. Ces personnes coordonnent les travaux des 21 directions de vérification. Nous en dénombrons une de plus que l'an passé à la suite du transfert de la Direction de la gestion et de la vérification informatiques, antérieurement associée aux activités de soutien. En vue d'optimiser l'expertise et l'efficacité des équipes de travail, les directions de vérification se concentrent soit sur les travaux de vérification financière, soit sur les vérifications de l'optimisation des ressources (y compris les vérifications portant sur la mise en œuvre du développement durable).

Pour ce qui est des activités de soutien professionnel et administratif, elles sont aussi du ressort d'un vérificateur général adjoint. Une directrice principale ainsi que deux directeurs et deux directrices le secondent dans ses tâches et coordonnent les services-conseils en attestation financière et en optimisation des ressources, les services administratifs et la reddition de comptes. Il faut mentionner l'ajout d'une nouvelle direction, soit celle des études, créée afin de réaliser des travaux particuliers d'intérêt pour les parlementaires. Précisons que les services administratifs comprennent les activités liées à la gestion des ressources humaines, financières et matérielles ainsi que la révision linguistique.

L'effectif au 31 mars 2009 s'établissait à 259 personnes, comparativement à 246 en 2008. L'augmentation s'explique par le fait que nous avons pourvu les postes vacants de l'année précédente vers la fin de 2008-2009. La répartition du personnel permanent et temporaire est présentée dans le tableau 1.

Tableau 1 Répartition des employés* par catégories d'emplois (au 31 mars)

was a land of the second of th	2009		2009 2008		3	2007	
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	
Cadres	35	13	35	14	33	14	
Professionnels	199	77	189	. 77	188	77	
Techniciens et personnel de bureau	25	10	22	9	23	9	
Total	259	100	246	100	244	100	

^{*} Les employés occasionnels ne sont pas pris en compte.

Au cours de 2008-2009, 36 personnes ont été embauchées à des postes permanents et nous avons eu recours à 26 occasionnels, dont 15 étudiants stagiaires en vérification financière, 1 étudiant dans le secteur du développement durable et 2 étudiants rattachés au soutien administratif.

Indépendance

La Loi sur le vérificateur général fixe le cadre légal qui assure l'indépendance de l'organisation. Ainsi, le vérificateur général est nommé par l'Assemblée nationale pour un mandat non renouvelable de 10 ans à la suite d'une motion présentée par le premier ministre et adoptée par au moins les deux tiers des membres. L'organisation ne facture pas ses services aux ministères, aux organismes et aux entreprises du gouvernement. En effet, le financement de ses activités provient uniquement des crédits accordés par l'Assemblée nationale. Son code de déontologie, qui est mis en ligne sur son site Web, intègre les exigences quant à l'indépendance figurant dans le code de déontologie des comptables agréés du Québec.

Coopérations internationales

Le Vérificateur général du Québec partage son expertise avec plusieurs institutions étrangères vouées au contrôle des finances publiques.

En 2008-2009, deux vérificateurs provenant de l'Afrique, soit un de la Chambre des comptes de la Cour suprême du Bénin et un autre travaillant pour le Vérificateur général du Mali, ont terminé un stage de neuf mois au sein de notre organisation. Ces stages ont été réalisés dans le cadre d'un programme de coopération internationale administré par la CCAF-FCVI inc. (Fondation canadienne pour la vérification intégrée).

En outre, un représentant du Vérificateur général a livré un exposé sur la déontologie à l'occasion d'une conférence organisée au Sénégal par le Forum des Inspections générales d'État d'Afrique à laquelle 17 pays ont participé.

Nous avons également collaboré au développement d'une activité de formation en matière de vérification de gestion, activité offerte au Burkina Faso.

Nous avons accueilli des personnes travaillant pour des organisations de divers pays et les avons informées de nos pratiques.

Enfin, en janvier 2009, nous avons été accueillis par des représentants de la Cour des comptes de l'État français. Cette rencontre, des plus fructueuses, nous a permis de partager l'expérience vécue par nos collègues de la Communauté des vérificateurs législatifs francophones lors de l'implantation des normes internationales d'audit et d'information financière. Elle nous a également donné l'occasion de discuter de nos pratiques respectives.

Soulignons que le Vérificateur général du Québec participe à titre d'observateur permanent à l'Association des institutions supérieures de contrôle ayant en commun l'usage du français (AISCCUF) et à l'Organisation européenne des institutions régionales de contrôle externe des finances publiques (EURORAI).



Plan stratégique

Nous en sommes à la dérnière année couverte par le *Plan stratégique 2006-2009*, lequel a été déposé à l'Assemblée nationale en juin 2006. Des objectifs ont été élaborés et des cibles ont été établies pour chacune des orientations qu'il renferme. Les encadrés qui suivent présentent les principaux éléments de ce plan.

Notre vision

Une institution d'avant-garde, performante et experte, au service de l'Assemblée nationale pour contribuer à la saine gestion des deniers publics.

Notre mission

Favoriser, par la vérification, le contrôle parlementaire sur les fonds et autres biens publics, au bénéfice des citoyennes et citoyens du Québec.

Nos valeurs

- Du personnel compétent et dynamique : notre force.
- L'indépendance, l'objectivité, l'intégrité et le respect: nos assises d'intervention.
- L'exemplarité: notre engagement à viser l'excellence.
- La transparence et la rigueur: nos choix.

Au service de l'Assemblée nationale

- Maximiser l'utilisation des travaux du Vérificateur général par l'Assemblée nationale.
- Travailler en collaboration avec les parlementaires et s'assurer de leur satisfaction.

Pour une saine gestion des deniers publics

Nos orientations

- Favoriser une reddition de comptes rigoureuse de la part des administrations publiques.
- Accentuer les vérifications sur l'économie en matière d'acquisition et d'utilisation des ressources.
- Travailler en collaboration avec les dirigeants des entités du secteur public.

Une institution d'avant-garde, performante et experte

- S'assurer de la performance de l'organisation et enrichir son expertise.
- Étre un employeur public attrayant, qui met à profit le plein potentiel de ses employés.

Utilisation des ressources financières

Les crédits disponibles pour 2008-2009 se sont chiffrés à 25,1 millions de dollars (tableau 2). Ils incluaient des crédits reportés de l'année précédente de 403 000 dollars. Cette somme représente le solde des crédits votés non utilisés, comme cela a été autorisé par le Bureau de l'Assemblée nationale et présenté dans le *Budget de dépenses 2007-2008, Volume 1*.

Tableau 2 Utilisation des crédits annuels* (en milliers de dollars)

	2008-2009	2007-2008	2006-2007
Crédits disponibles	25 093	23 889	23 191
Crédits utilisés pour les immobilisations	(324)	(534)	(132)
Crédits utilisés pour la rémunération et le fonctionnement	(23 517)	(22 952)	(21 462)
Crédits inutilisés	1 252	403	1 597
Crédits périmés	31	-	962
Crédits reportés à l'année subséquente	1 221	403	635
	1 252	403	1 597

Nous avons établi ces données en prenant en considération les principes comptables généralement reconnus (PCGR) du Canada.

Les crédits disponibles ont été employés pour l'acquisition d'immobilisations et le financement des opérations. Une partie de ces crédits (1221000 dollars) a été reportée à 2009-2010 (avec l'autorisation du Bureau de l'Assemblée nationale). Ces crédits résultent notamment de la vacance de postes au cours de l'année.

Le tableau 3 présente l'utilisation des ressources financières consacrées aux différentes activités de l'organisation pour les trois derniers exercices. Les coûts qui se rattachent à chaque activité sont les coûts directs et les frais généraux (loyer, communication et autres), qui sont répartis en proportion des heures de travail effectuées. Nous avons déterminé ces coûts en tenant compte des données financières établies en conformité avec les PCGR du Canada. Il est à noter que les honoraires de vérification assumés par les entités (près de un million de dollars) sont exclus du tableau, car ces sommes n'ont aucun impact sur le budget de notre organisation.

Tableau 3 Utilisation des ressources financières de l'exercice

	2008-20	09	2007-20	08	2006-20	07
	En milliers de dollars	%	En milliers de dollars	%	En milliers de dollars	%
Vérification financière	9 658	41,1	10 138	44,2	10 467	48,8
Vérification de l'optimisation						
des ressources	4 540	19,3	3 380	14.7	2 839	13,2
Vérifications courantes		2.5	385	1,7	462	2,2
Vigies	601		-	2.0	53	0,2
Autres travaux	629	2,7	476	•		6,5
Vérifications particulières	335	1,4	1 330	5,8	1 384	
Suivis des recommandations	295	1,3	435	1,9	50	0,2
July13 des recentiments	6 400	27,2	6 006	26,1	4 788	22,3
Sous-total	16 058	68,3	16 144	70,3	15 255	71,1
Soutien professionnel et formation	2 623	11,2	2 109	9,2	2 140	9,9
Soutien administratif	4 836	20,5	4 699	20,5	4 067	19,0
Total	23 517	100,0	22 952	100,0	21 462	100,0

Les résultats montrent que nous avons affecté 68 p. cent des ressources financières aux activités de vérification, ce qui est en deçà de nos prévisions (72 p. cent) déposées à l'Assemblée nationale (*Budget de dépenses 2008-2009, Volume 1*). L'écart provient d'un investissement plus important dans les activités de soutien professionnel et de formation (1 p. cent) et de soutien administratif (3 p. cent).

La diminution des sommes allouées aux activités de vérification financière (480 000 dollars) s'explique, d'une part, par la réduction des heures de travail accomplies par notre personnel à cet égard. Entre autres, la supervision des missions confiées à des cabinets d'experts-comptables du secteur privé a nécessité moins d'heures que l'année précédente. D'autre part, le recours à des contractuels a été moins fréquent. Soulignons que nous déployons des efforts assidus pour accroître notre efficience; nous sommes heureux que ceux-ci aient porté fruit.

Pour ce qui est de l'optimisation des ressources, nous avons réussi à augmenter encore cette année les ressources financières qui y sont consacrées (394000 dollars). Entre autres, près de 8000 heures additionnelles ont été réalisées par rapport à l'année dernière, soit une augmentation de 8 p. cent. Par cette hausse, nous répondons à la demande de la CAP formulée en septembre 2006, laquelle portait sur l'intensification de nos activités dans ce domaine.

Par ailleurs, les ressources financières destinées aux activités de soutien professionnel et de formation ont connu une hausse de deux points de pourcentage. Cette augmentation découle essentiellement des heures investies par notre personnel pour le maintien des connaissances, notamment en ce qui a trait aux Normes internationales d'information financière (IFRS) ainsi qu'à la *Loi sur les contrats des organismes publics* et ses règlements d'application, et de la tenue d'un symposium sur l'efficience en vérification financière.

La répartition des coûts par heure de vérification pour chacune des activités est présentée dans le tableau 4. Ces coûts se composent des coûts directs attribuables à chaque type de vérification, auxquels s'ajoutent les coûts communs. Les frais de soutien professionnel et de formation (incluant la part de frais généraux qui les concernent) ont été répartis en fonction du secteur d'activité auquel ils se rapportent, lorsque c'était possible. Pour le reste de ces frais et les frais de soutien administratif, ils l'ont été en fonction du nombre d'heures totales de vérification effectuées.

Tableau 4 Répartition des coûts par heure de vérification (en dollars)*

	Věri	fication finan	cière	Vérification de l'optimisation des ressources			
	2008-2009	2007-2008	2006-2007	2008-2009	2007-2008	2006-2007	
Coûts directs							
Main-d'œuvre interne	42,20	41,90	39,27	49,13	50,01	48,41	
Honoraires professionnels	2,00**	3,02**	6,42**	2,73	3,00	4,51	
Frais de déplacement	1,03	1,01	1,16	1,71	2,16	4,30	
Sous-total	45,23	45,93	46,85	53,57	55,17	57,22	
Coûts communs							
Frais généraux	8,12	8,00	7,72	8,12	8,00	7,72	
Frais de soutien professionnel et de formation	9,73	7,40	8,27***	10,40	9,12	9,31***	
Frais de soutien administratif	18,42	18,18	16,31	18,42	18,18 .	16,31	
Sous-total	36,27	33,58	32,30	36,94	35,30	33,34	
Coûts totaux par heure	81,50	79,51	79,15	90,51	90,47	90,56	

^{*} La présentation des données a été revue. Nous avons regroupé les frais de soutien professionnel et de formation sous la rubrique des coûts communs et dissocié les frais de soutien administratif.

Les coûts totaux par heure liés aux activités de vérification financière ont connu une hausse d'environ 3 p. cent par rapport à ceux de 2007-2008 à cause de l'augmentation des coûts communs, laquelle est expliquée un peu plus bas. Les coûts directs ont peu varié; leur analyse montre une baisse des honoraires professionnels qui résulte du recours moins fréquent à des contractuels.

Les coûts totaux par heure de vérification financière chez le Vérificateur général en 2008-2009 (81,50 dollars) sont inférieurs de 16 p. cent aux honoraires moyens facturés par heure par les cabinets d'experts-comptables du secteur privé avec lesquels nous avons collaboré (97,12 dollars).

En ce qui concerne la vérification de l'optimisation des ressources, les coûts totaux par heure sont près de ceux de 2007-2008. En effet, la hausse des coûts communs a annulé la diminution des coûts directs. Les coûts relatifs à la main-d'œuvre sont supérieurs à ceux associés au personnel participant aux activités de vérification financière, puisque les employés affectés aux VOR sont généralement plus expérimentés.

^{**} Les coûts excluent les honoraires versés aux cabinets d'experts-comptables du secteur privé pour des missions de vérification.

^{***} Les coûts ont été redressés afin de tenir compte de la nouvelle méthode de répartition utilisée depuis 2007-2008.

Soulignons que l'augmentation des salaires de 2 p. cent, prévue dans les conditions de travail des employés de la fonction publique québécoise, ne se reflète pas dans les coûts de main-d'œuvre interne par heure de vérification puisque d'autres facteurs les influencent, notamment le nombre d'heures de vérification effectuées dans l'année et les mouvements de personnel.

La hausse des coûts communs par rapport à 2007-2008 s'explique principalement par un investissement plus important dans les activités de formation.

Résultats

Les parlementaires comptent sur nos travaux pour renforcer leur confiance à l'égard de l'information produite par les entités. En disposant d'une information objective et de qualité, ils sont en mesure d'exercer un meilleur contrôle parlementaire.

C'est pourquoi le Vérificateur général mène des activités de nature variée. Le tableau 5 énumère les interventions terminées au cours des trois derniers exercices financiers ainsi que leurs coûts totaux. Il est à noter que certaines entités font l'objet de plus d'une intervention puisqu'elles préparent plusieurs états financiers qui impliquent la production d'autant de rapports de vérification. Ajoutons que ces interventions s'échelonnent généralement sur deux exercices du Vérificateur général.

Tableau 5 Nombre d'interventions terminées et coûts totaux

	2008-2009	2007-2008	2006-2007
/érification financière			0001
lérifications d'états financiers	208	212	2021
/érifications d'autres informations financières	39	39	45
Proits de regard ²	142	133	145
Rapports à la direction ²	63	51	54
Coûts totaux (en millions de dollars)	16,5	16,23	14,2
Vérification de l'optimisation des ressources ⁴			
Vérifications courantes	85	9	8
	15	. 1	2
Vigies	45	5	-
Autres travaux	15	3	2
Vérifications particulières	. 25	4	2
Suivis des recommandations	30	4	7
Analyses de plans d'action Coûts totaux (en millions de dollars)	7.0	7,8	7,1

Le calcul du nombre d'interventions a été revu afin de tenir compte des entités qui font l'objet de plus d'une intervention.

^{2.} Les droits de regard et les rapports à la direction ont représenté 2 p. cent des coûts totaux.

^{3.} Nous avons redressé cette donnée afin de tenir compte des honoraires professionnels relatifs aux covérifications.

^{4.} Pour 2008-2009, le nombre d'interventions inclut celles présentées dans le tome déposé le 1er avril 2009.

^{5.} La liste des rapports est présentée à l'annexe 3.

Les coûts liés aux missions de vérification sont influencés par plusieurs facteurs, tels que la durée des missions (heures investies), les frais de déplacement ainsi que les honoraires professionnels.

Les missions de vérification financière que nous réalisons varient d'une année à l'autre. Nous présentons dans le tableau 6 les coûts concernant les interventions ayant un historique de trois ans (à l'exception des états financiers du gouvernement). Ces coûts ont atteint 9,6 millions de dollars en 2008-2009, comparativement à 10,4 millions l'année précédente. À titre informatif, le lecteur trouvera à l'annexe 4 des renseignements détaillés quant aux missions que nous avons confiées à des cabinets d'experts-comptables du secteur privé ainsi qu'aux honoraires professionnels associés à celles-ci.

Tableau 6 Coûts des 231¹ interventions financières ayant un historique de trois ans (en milliers de dollars)

	Nombre d'interventions	2008-2009	2007-2008	2006-2007
Réalisées pour les trois années par:				
le Vérificateur général	123	6 649	7 172	6 610
des cabinets d'experts-comptables du secteur privé	56	1 1542	1 1522	1 1042
Réalisées deux années consécutives par:				
des cabinets d'experts-comptables du secteur privé	43	1 7052	1 9082	2 804 ³
le Vérificateur général	9	672,4	130	82
Total Total	231	9 575	10 362	10 600

- Les interventions (vérifications d'états financiers et d'autres informations financières) ont été menées auprès de 101 entités.
- 2. Les coûts incluent les heures investies par le Vérificateur général pour encadrer les travaux confiés à des cabinets d'experts-comptables du secteur privé et les honoraires professionnels assumés par les entités, le cas échéant.
- 3. Cette donnée a été mise en relief parce que les coûts sont liés à des travaux menés par le Vérificateur général.
- Cette donnée a été mise en relief parce que les coûts sont liés à des travaux menés par des cabinets d'expertscomptables du secteur privé.

Comme le montre ce tableau, en ce qui a trait aux interventions réalisées pour les trois années par le Vérificateur général (plus de 50 p. cent des interventions totales), les coûts relatifs à 2008-2009 ont diminué de 7 p. cent par rapport à ceux afférents à 2007-2008. Cette baisse s'explique notamment par le fait qu'en 2007-2008, nous avons terminé les travaux requis pour appliquer notre nouvelle méthodologie et satisfaire aux exigences des récentes normes de vérification. De plus, nous avons réduit le recours à des contractuels pour une deuxième année consécutive.

Les coûts des interventions menées par des cabinets d'experts-comptables du secteur privé pour les trois années se composent de leurs honoraires professionnels et des coûts associés à l'encadrement des travaux par le Vérificateur général. Globalement, les coûts sont stables. Cependant, une analyse plus détaillée fait ressortir que les honoraires des cabinets d'experts-comptables du secteur privé sont en hausse de 10 p. cent par rapport à ceux de 2007-2008. Cette augmentation provient principalement des interventions qu'ils ont assurées auprès des agences de la santé et des services sociaux. Pour ce qui est des coûts liés aux travaux de supervision réalisés par le Vérificateur général, ils ont diminué de 19 p. cent (73 800 dollars) par rapport à ceux de 2007-2008 à la suite de l'expérience acquise au cours des dernières années.

Quant aux 43 interventions effectuées par des cabinets d'experts-comptables du secteur privé pour deux années consécutives, nous enregistrons une diminution de 11 p. cent entre les coûts de 2008-2009 et ceux de 2007-2008. Celle-ci s'explique principalement par une réduction de 161 000 dollars (32 p. cent), attribuable à la baisse des heures investies par le personnel du Vérificateur général pour s'assurer du respect de ses exigences en ce qui a trait aux travaux réalisés par les cabinets d'experts-comptables du secteur privé. Comme nous l'avons mentionné précédemment, l'expérience acquise au cours des dernières années a aussi contribué à cette baisse.

Soulignons que, pour ces mêmes interventions, la diminution des coûts de 2007-2008 (32 p. cent) par rapport à ceux de 2006-2007 s'explique de la façon suivante. D'une part, les coûts pour le Vérificateur général en 2006-2007 incluaient ceux des travaux inhabituels concernant l'implantation d'une nouvelle méthodologie, l'application des récentes normes de vérification ainsi que l'informatisation des dossiers. D'autre part, le fait d'avoir procédé par appels d'offres en 2007-2008 a favorisé la concurrence, ce qui a permis au Vérificateur général d'obtenir les meilleurs prix du marché pour les services de vérification. En comparaison, les coûts liés à l'embauche de contractuels en 2006-2007 étaient supérieurs.

Enfin, en 2008-2009, nous avons confié neuf nouvelles interventions de vérification (concernant deux entités) à des cabinets d'experts-comptables du secteur privé. En 2007-2008, nous avions dû recourir à des contractuels pour ces travaux.

Depuis 2007-2008, des vérifications sont menées conjointement avec des cabinets d'experts-comptables du secteur privé (covérifications). En 2008-2009, nous avons procédé de cette façon pour la vérification des états financiers de quatre entités. Le tableau 7 présente les coûts de ces travaux.

Tableau 7 Coût des covérifications (en milliers de dollars)

	20	08-2009		20	07-2008		20	06-2007	
	Vérificateur général	Cabinets privés*	Total	Vérificateur général	Cabinets privés*	Total	Vérificateur général	Cabinets privės*	Total
Société générale de financement	107	254	361	153	313	466	s.o.	243	243
Société de l'assurance automobile du Québec, y compris le fonds administré par cette société	250	345	595	290	244	534	370	s.o.	370
Investissement Québec	250	297	547	287	S.O.	287	291	s.o.	291
Société des alcools du Québec	322	210	532	\$.O.	240	240	s.o.	220	220
Total	929	1 106	2 035	730	797	1 527	661	463	1 124

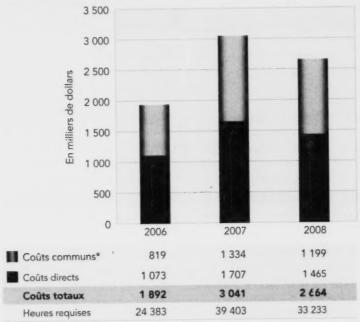
^{*} Les honoraires professionnels des cabinets privés sont assumés par les entités et sont établis à partir des informations figurant dans les dossiers du Vérificateur général.

Ces covérifications ont coûté plus de 2 millions de dollars en 2008-2009, comparativement à 1,5 million de dollars en 2007-2008 où seulement deux des quatre entités avaient fait l'objet de ce type de vérification. Soulignons que la répartition des travaux entre le Vérificateur général et les cabinets privés peut varier d'une année à l'autre.

Par ailleurs, la vérification des états financiers consolidés du gouvernement est une mission importante pour le Vérificateur général. Elle comprend la vérification des données financières des ministères et organismes. Elle inclut également des travaux de conformité concernant les lois sur l'équilibre budgétaire du gouvernement et du réseau de la santé et des services sociaux.

En 2008-2009, les coûts liés à cette vérification se sont chiffrés à 2,7 millions de dollars, soit une baisse de 12 p. cent comparativement à l'année précédente (graphique 1).

Graphique 1 Coûts liés à la vérification des états financiers consolidés du gouvernement du Québec pour l'exercice terminé le 31 mars

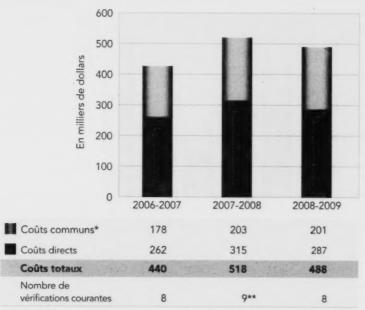


^{*} Les coûts communs se composent des frais généraux (loyer, communications et autres), des dépenses liées à la formation et des frais de soutien professionnel et administratif.

La réduction des coûts en 2008 est attribuable au fait que la vérification a nécessité près de 6200 heures de moins que l'année précédente, soit une réduction des coûts directs de 242000 dollars. En fait, ces heures se rapportaient aux travaux liés à la réforme de la comptabilité gouvernementale de 2007. Cependant, les économies à ce chapitre ont été limitées par de nouveaux procédés de vérification qui ont dû être appliqués dans la foulée de cette réforme, notamment la vérification du processus d'intégration des données provenant des entités des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation dans le périmètre comptable du gouvernement. D'autre part, des gains d'efficience concernant la documentation des processus des contrôles internes ont également contribué à la réduction des heures. Les coûts communs, quant à eux, varient en fonction des heures requises pour effectuer les travaux. Ils représentent en moyenne 44 p. cent des coûts totaux pour les années présentées.

Pour ce qui est des coûts relatifs à la vérification de l'optimisation des ressources, le coût moyen des vérifications courantes publiées en 2008-2009 (incluant les VOR dans le tome rendu public le 1^{er} avril 2009) a été de 488 000 dollars (graphique 2). Cela représente une diminution de 6 p. cent par rapport à l'année précédente.

Graphique 2 Coût moyen des vérifications courantes



^{*} Les coûts communs se composent des frais généraux (loyer, communications et autres), des dépenses liées à la formation et des frais de soutien professionnel et administratif.

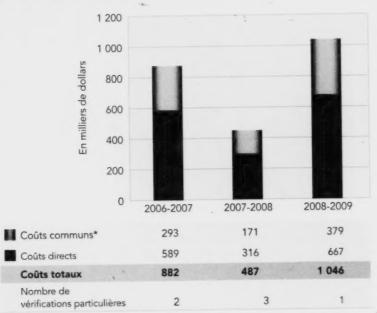
En 2008-2009, 5 600 heures en moyenne ont été consacrées aux vérifications courantes; l'année précédente, la moyenne était de 6 000 heures. La diminution des coûts est attribuable au fait qu'en 2007-2008, deux vérifications avaient nécessité un nombre d'heures important, alors qu'en 2008-2009, une seule vérification a été de cet ordre. Il s'agit de la vérification portant sur les interventions en matière d'habitation qui a requis 9 200 heures. En effet, nos travaux nous ont amenés à visiter plusieurs offices municipaux d'habitation, coopératives d'habitation et organismes à but non lucratif.

Quant au coût de la vérification particulière menée en 2008-2009 auprès de l'Université du Québec à Montréal¹, laquelle a porté sur les principaux facteurs responsables des pertes de l'université, il s'est chiffré à 1 046 000 dollars (graphique 3). Ce coût est plus élevé que le coût moyen des vérifications faites en 2007-2008 en raison de la portée de la vérification et de l'envergure des travaux ainsi que du recours à des experts du secteur privé.

^{**} Une des vérifications inclut un suivi des recommandations.

^{1.} Il s'agit de la deuxième vérification menée auprès de cette entité. Le premier rapport a été publié en 2007-2008.

Graphique 3 Coût moyen des vérifications particulières



^{*} Les coûts communs se composent des frais généraux (loyer, communications et autres), des dépenses liées à la formation et des frais de soutien professionnel et administratif.

Par ailleurs, pour atteindre les objectifs de notre plan stratégique, nous avons investi 458 000 dollars pour la vigie des centres hospitaliers universitaires de Montréal, à savoir 294 500 dollars pour les coûts directs et 163 500 dollars pour les coûts communs, comparativement à 378 000 dollars pour la vigie relative au Dossier de santé du Québec effectuée en 2007-2008.

Reddition de comptes selon le plan stratégique

Notre vision est celle d'être une institution d'avant-garde, performante et experte. Tous nos objectifs, nos indicateurs et nos cibles visent à concrétiser cette vision. Dans les paragraphes suivants, nous vous présentons, regroupés par orientation, les résultats obtenus en 2008-2009, soit la dernière année du plan stratégique 2006-2009.

Au service de l'Assemblée nationale

Le Vérificateur général a pour unique client l'Assemblée nationale et ses commissions. Il est un proche collaborateur de la CAP et partage avec elle le souci d'améliorer les pratiques de gestion à l'échelle gouvernementale. Par conséquent, il est primordial de veiller à l'arrimage de leurs travaux respectifs et de maximiser ainsi les efforts communs en vue de favoriser le contrôle parlementaire.

Orientation 1. Maximiser l'utilisation des travaux du Vérificateur général par l'Assemblée nationale

Les VOR sont un outil important du contrôle parlementaire et servent à appuyer les débats à l'Assemblée nationale. Les élus ont besoin d'être informés sur des aspects précis reflétant la performance des entités, qu'il s'agisse de questions administratives, du volet financier ou de la conformité aux lois et règlements.

De fait, le Vérificateur général se propose d'être toujours plus utile aux parlementaires et de combler leurs besoins. Le tableau 8 présente les résultats obtenus par rapport aux objectifs de l'orientation 1.

Tableau 8 Sommaire des résultats liés à l'orientation 1

	Objectif	Indicateur	Cible 2008-2009	2008-2009	Resultats 2007-2008	2006-2007
1.1	S'assurer que les VOR sont utiles aux parlementaires.	Pourcentage des VOR publiées depuis plus de 6 mois et sans excéder 18 mois, qui sont examinées par la CAP*;	50%	19%	18%	67%
		Pourcentage des VOR publiées depuis 5 ans qui sont utilisées ou évoquées par l'Assemblée nationale ou une commission autre que la CAP.	50%	57%	49%	39%
1.2	Accroître les ressources affectées aux VOR.	Pourcentage des ressources financières consacrées aux VOR.	30%	27%	26%	22%
1.3	Publier de nouveaux rapports de vérification centrés sur les aspects administratifs, financiers et de conformité associés à une entité donnée.	Nombre de rapports de ce type déposés à l'Assemblée nationale.	2	-	1	s.o.
1.4	Informer l'Assemblée nationale du déroulement des grands projets d'immobilisations mis en œuvre par le gouvernement.	Nombre de commentaires formulés à cet égard à l'Assemblée nationale.	1	1	1	2
1.5	Organiser les activités du commissaire au développement durable.	Date de la nomination du commissaire au développement durable;	s.o.	\$.0.	s.o.	14 décembre 2006
		Date du dépôt d'un plan d'action.	\$.0.	S.O.	Décembre 2007	s.o.

^{*} L'indicateur publié dans le *Plan stratégique 2006-2009* a été modifié pour tenir compte des nouvelles dates de dépôt des tomes à l'Assemblée nationale.

L'examen des rapports de VOR par les parlementaires nous permet d'évaluer dans quelle mesure les travaux réalisés répondent à leurs besoins (**objectif 1.1**). Nous avions fixé à 50 le pourcentage des rapports que nous souhaitions que la CAP examine en 2008-2009. Les rapports visés sont ceux dont la date de publication est de plus de 6 mois et sans excéder 18 mois.

En 2008-2009, 3 des 16 rapports possibles ont été entendus, soit 19 p. cent. Deux facteurs ont eu une incidence négative sur l'atteinte de notre cible. Premièrement, étant donné le déclenchement des élections générales au début de novembre 2008, la CAP a repris ses travaux en mars 2009, ce qui a laissé moins de temps pour l'étude des rapports. Deuxièmement, le nombre de rapports qui auraient pu faire l'objet d'un examen en 2008-2009 a augmenté, passant de 11 en 2007-2008 à 16 en 2008-2009.

Soulignons que, pour les 3 années du plan stratégique, 9 rapports ont été examinés sur une possibilité de 33, soit une moyenne de 27 p. cent. La réforme parlementaire récemment adoptée pourrait permettre d'améliorer ce résultat au cours des prochaines années.

D'autre part, nous sommes satisfaits d'avoir dépassé la cible qui se rapporte aux VOR (y compris les suivis des recommandations) publiées depuis cinq ans qui sont utilisées ou évoquées par l'Assemblée nationale ou une commission parlementaire autre que celle de l'administration publique. Sur les 61 vérifications possibles, 35 ont été utilisées ou évoquées, soit 57 p. cent, comparativement à 36 sur 74 (49 p. cent) l'année précédente. Ce résultat est d'autant plus intéressant que la période des travaux parlementaires a été écourtée par la tenue d'élections générales à l'automne 2008.

En ce qui a trait au pourcentage des ressources financières consacrées aux VOR (**objectif 1.2**), il a été de 27 p. cent en 2008-2009 (voir également le tableau 3). Nous n'avons pas atteint notre cible, bien que le résultat montre une hausse d'un point de pourcentage par rapport à celui de l'année précédente (26 p. cent). Les sommes plus importantes consacrées aux activités de soutien professionnel et de formation expliquent ce résultat.

Cependant, nous avons augmenté de plus de 3,1 millions de dollars nos ressources dans ce domaine d'activité depuis 2005-2006, ce qui représente plus de 47 000 heures additionnelles (84 p. cent). Nous avons réussi cela par des changements apportés dans l'organisation des activités, tels la spécialisation du personnel, le recours à des cabinets d'experts-comptables du secteur privé pour la vérification financière, et par l'attribution de ressources financières supplémentaires.

Par ailleurs, nous souhaitions examiner certains aspects de la gestion des entités qui, généralement, ne sont pas directement touchés par nos travaux de vérification financière ou de vérification de l'optimisation des ressources. Pour ce faire, nous avons élaboré en 2007-2008 un nouveau type de rapport de vérification centré sur les aspects administratifs, financiers et de conformité associés à une entité donnée (**objectif 1.3**). Aucun rapport en lien avec cet objectif n'ayant été publié en 2008-2009, nous n'avons pas atteint notre cible. Cela s'explique notamment par nos difficultés de recrutement au début de l'année 2008-2009. Toutefois, la rédaction d'un rapport de ce type était en cours au 31 mars et ce rapport a été publié en mai 2009. Pour ce qui est du déroulement des grands projets d'immobilisations mis en œuvre par le gouvernement (**objectif 1.4**), nos commentaires en 2008-2009 ont porté sur les projets de modernisation des centres hospitaliers universitaires de Montréal. Pour la période de 2006 à 2009, nous avons publié quatre commentaires, soit un de plus que prévu.

L'entrée en vigueur de la *Loi sur le développement durable* en avril 2006 a mené à l'entrée en fonctions du premier commissaire au développement durable en janvier 2007. En décembre de la même année, un plan d'action (**objectif 1.5**) ayant pour objet d'organiser les activités du commissaire et d'exposer la position du Vérificateur général par rapport à cette loi a été publié. Le lecteur trouvera l'état de situation portant sur ce plan à l'annexe 5. Soulignons que sept rapports touchant le développement durable ont été produits depuis la nomination du premier commissaire au développement durable. Compte tenu de l'arrivée à terme du contrat du commissaire, le processus de nomination d'un nouveau commissaire était en cours au 31 mars 2009.

Orientation 2. Travailler en collaboration avec les parlementaires et s'assurer de leur satisfaction

Le Vérificateur général est au service de l'Assemblée nationale et de ses commissions. Il se doit d'être à son écoute et d'obtenir de la rétroaction sur la satisfaction de celle-ci pour s'assurer de bien répondre à ses attentes et rectifier le tir, au besoin. On peut voir dans le tableau 9 les résultats ayant trait aux objectifs de cette orientation.

Tableau 9 Sommaire des résultats liés à l'orientation 2

	Objectif	Indicateur	Cible	ggen a mortin o yee	Resultats	
			2008-2009	2008-2009	2007-2008	2006-2007
2.1	Analyser les plans d'action exigés des entités par la CAP à la suite de nos travaux.	Nombre de plans d'action analysés par rapport au nombre de plans reçus [*] .	Tous*	30 sur 30	4 sur 8	7 sur 7
2.2	.2 Effectuer des suivis de VOR et les présenter à la CAP.	Nombre de suivis effectués;	2	2	4	2
		Nombre de suivis présentés à la CAP.	2	w	1	-
2.3	Expliquer le rôle du Vérificateur général aux nouveaux membres de la CAP.	Nombre de nouveaux membres informés.	Tous	2 sur 9	Tous	-
2.4	S'assurer que les parlementaires sont satis- faits des travaux du Vérificateur général.	Nombre de parlementaires rencontrés se déclarant satisfaits.	Tous	_**	Tous	£**

* Contrairement à ce qui était prévu dans le *Plan stratégique 2006-2009*, l'indicateur et la cible ont été exprimés en nombre plutôt qu'en pourcentage.

** Aucun parlementaire n'a été rencontré à ce sujet.

La CAP exige des responsables des organisations ayant fait l'objet d'une VOR qu'ils produisent un plan d'action se rapportant à la mise en œuvre des recommandations formulées lors de la vérification. Ce plan doit être dressé dans les six mois suivant le dépôt du rapport à l'Assemblée nationale ou plus tôt si les responsables sont convoqués par la Commission.

Nous nous sommes donné comme objectif d'examiner tous les plans d'action produits (au plus tard le 15 mars) par les entités à la suite de nos travaux (**objectif 2.1**) afin de seconder les membres de la CAP. En 2008-2009, nous avons analysé les 30 plans d'action reçus au cours de l'exercice. Toutefois, pour 2 de ces plans, les commentaires ont été transmis aux entités en avril 2009. Nous avons réussi à améliorer notre performance quant à cet indicateur au moyen de la révision de nos processus en 2008-2009. Notons que l'augmentation du nombre de plans d'action résulte du nombre élevé de vérifications et d'entités visées par certaines de ces vérifications.

Par ailleurs, nous avons effectué en 2008-2009 deux suivis de VOR afin de vérifier si les recommandations que nous avions formulées à l'époque ont été appliquées. D'autre part, afin d'accentuer le contrôle exercé par les parlementaires, nous visons à ce qu'au moins deux suivis soient entendus par la CAP. Notre objectif n'a pas été atteint puisque aucun des quatre suivis publiés au cours de 2007-2008 n'a fait l'objet d'une audition par la CAP en 2008-2009 (objectif 2.2).

Toujours dans le but de maintenir une bonne collaboration avec la Commission, nous nous sommes donné comme objectif d'entrer en contact avec tous ses nouveaux membres afin de leur expliquer le rôle du Vérificateur général (objectif 2.3). Notre but est de le faire dans une période de trois mois à compter de la date de leur nomination.

À la suite des élections, neuf nouveaux membres ont été nommés en janvier 2009. Nous avons rencontré deux de ceux-ci et convié les autres à une rencontre d'information peu après leur nomination. Cette dernière n'a pu avoir lieu avant le 31 mars 2009.

Nous nous préoccupons également de la satisfaction des parlementaires à l'égard de nos travaux (**objectif 2.4**). Toutefois, en 2008-2009, nous avons été dans l'impossibilité d'évaluer leur satisfaction à cause de l'annonce des élections en novembre 2008 et du fait que le Parlement a commencé à siéger à compter du 10 mars 2009. Cependant, en 2007-2008, tous les parlementaires rencontrés s'étaient déclarés satisfaits des travaux du Vérificateur général.

Pour une saine gestion des deniers publics

Les administrations publiques détiennent des pouvoirs délégués par l'Assemblée nationale concernant l'application des lois et l'utilisation des ressources. Par conséquent, elles doivent lui rendre des comptes.

Orientation 3. Favoriser une reddition de comptes rigoureuse de la part des administrations publiques

La reddition de comptes des entités est importante, et ce, tant sur le plan financier qu'en ce qui touche la performance. Le Vérificateur général contribue à la transparence et à la rigueur de la reddition de comptes des entités en effectuant ses travaux conformément aux normes professionnelles en vigueur et avec tout le soin voulu. Les résultats relatifs aux objectifs de la 3e orientation sont exposés dans le tableau 10.

Tableau 10 Sommaire des résultats liés à l'orientation 3

	Objectif	Indicateur	Cible		Resultats	
, go bio			2008-2009	2008-2009	2007-2008	2006-2007
3.1	Évaluer la qualité des travaux du Vérificateur général relatifs à la vérification financière.	Pourcentage des travaux évalués répondant aux normes de vérification.	100%	100%	100%	100%
3.2.	Inciter le gouvernement à déposer à l'Assemblée nationale des états financiers consolidés donnant lieu à un rapport de vérification sans restriction ni commentaire.	Rapport de vérification sans restriction ni commentaire.	2008-2009	Oui	Oui	\$.0.
3.3	Renseigner adéquatement les parlementaires sur les états financiers vérifiés du gouvernement ou les autres documents de nature financière.	Nombre d'auditions sur le sujet.	1	- '	2	1
3.4	Inciter les entités à produire des états financiers donnant lieu à un rapport de vérification sans restriction ni commentaire.	Pourcentage des rapports de vérification sans restriction ni commentaire.	100%	92%	92%	90%*
3.5.	Évaluer l'application des critères reconnus concernant la qualité de l'information sur la performance présentée dans des rapports annuels de gestion.	Nombre de rapports annuels de gestion analysés.	2	3	1	s.o.

^{*} Le résultat a été redressé pour tenir compte du changement de la méthode de calcul en 2007-2008.

L'évaluation régulière de nos travaux de vérification financière constitue un bon moyen pour maintenir un niveau élevé de qualité (objectif 3.1). Six dossiers ont été révisés a posteriori, soit cinq par notre organisation et un par le Bureau du vérificateur général du Canada. Une telle révision a pour objet de nous assurer du respect des normes de vérification généralement reconnues. Pour tous les dossiers examinés, cette révision a montré que nos travaux ont été exécutés en conformité avec ces normes.

D'autre part, les états financiers consolidés du gouvernement permettent aux contribuables de connaître sa situation financière et ils rendent compte de l'utilisation des deniers publics. Par conséquent, les citoyens sont en droit de s'attendre à un rapport de vérification dans lequel il n'y a ni restriction ni commentaire de la part du vérificateur général (objectif 3.2).

Une restriction dans le rapport de vérification est nécessaire lorsqu'il y a une dérogation aux PCGR ou une limitation à l'étendue des travaux du vérificateur. Pour ce qui est des commentaires, ils sont nécessaires quand il y a des cas de non-conformité des opérations ayant une incidence financière avec les lois, les règlements, les politiques et les directives ou lorsqu'une situation est jugée suffisamment importante pour être portée à l'attention des parlementaires.

Le rapport de vérification sur les états financiers consolidés du gouvernement au 31 mars 2008 ne comportait pas de restriction ni de commentaire, tout comme celui au 31 mars 2007. Cela a été possible par suite d'une réforme comptable majeure entreprise par le gouvernement en 2007 et à laquelle le personnel du Vérificateur général a collaboré. Cette réforme a ajouté de la rigueur et de la transparence à la reddition de comptes du gouvernement. En effet, tous les PCGR du Canada pour le secteur public ont été appliqués, notamment ceux ayant trait à l'inclusion des entités des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation à l'intérieur du périmètre comptable, ce qui n'était pas le cas dans les années antérieures.

Pour que les parlementaires disposent d'un portrait juste des finances publiques et qu'ils aient l'occasion d'entendre les commentaires du vérificateur général, ce dernier invite annuellement les membres de la CAP et ceux de la Commission des finances publiques à une audition portant sur les états financiers du gouvernement ou sur d'autres documents de nature financière (objectif 3.3).

Les états financiers consolidés du gouvernement du Québec au 31 mars 2008 ont été rendus publics par celui-ci au début de la campagne électorale. À la suite du consentement obtenu des trois principales formations politiques, le vérificateur général a remis au président de l'Assemblée nationale, dans le respect de sa loi, le Rappon spécial du Vérificateur général du Québec déposé à l'Assemblée nationale à l'occasion de la publication des Comptes publics du gouvernement du Québec pour l'année financière terminée le 34 mars 2008. Étant donné le contexte, aucune audition de ce rapport n'a eu lieu en commission parlementaire.

Par ailleurs, tous ceux qui utilisent l'information financière des entités publiques devraient disposer d'états financiers vérifiés dressés avec rigueur, c'est-à-dire donnant lieu à un rapport sans restriction ni commentaire (objectif 3.4).

En 2008-2009, de tous les rapports de vérification transmis dans la période couverte par notre rapport annuel de gestion, 17 rapports, soit les mêmes qu'en 2007-2008, ont comporté une restriction ou un commentaire. Les commentaires relatifs aux 15 rapports des agences de la santé et des services sociaux ont trait au fait que les PCGR n'ont pas été appliqués pour leurs états financiers, alors qu'ils ont été déposés à l'Assemblée nationale comme s'il s'agissait d'états financiers à vocation générale. Notons qu'à la suite de la réforme de la comptabilité gouvernementale, les conventions comptables utilisées par les établissements publics faisant partie des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation sont en voie d'être modifiées. L'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) se penche sur les conventions comptables des secteurs privé et public afin de déterminer celles qui répondent le mieux aux besoins des utilisateurs. En ce qui concerne le Comité Entraide - secteurs public et parapublic, il y a une restriction qui porte sur les limitations liées à la vérification de l'intégralité de ses produits, puisqu'une partie importante de ceux-ci sont reçus sous forme de souscriptions au comptant. Enfin, dans le rapport de la Commission de la construction du Québec, on trouve un commentaire ayant pour objet la non-application d'une disposition législative. L'annexe 6 présente des extraits de ces rapports de vérification.

Nous avons également évalué l'application des critères reconnus concernant la qualité de l'information sur la performance présentée dans le rapport annuel de gestion (**objectif 3.5**) de trois entités, soit le Protecteur du citoyen, la Régie des alcools, des courses et des jeux, et la Société d'habitation du Québec. Ces évaluations ont été réalisées dans le cadre de vérifications de l'optimisation des ressources auprès de ces entités.

Orientation 4. Accentuer les vérifications sur l'économie en matière d'acquisition et d'utilisation des ressources

Les parlementaires s'attendent à ce que les fonds publics soient dépensés avec discernement. Nos travaux se rapportant à l'optimisation des ressources sont donc axés sur les déficiences appréhendées, les risques ainsi que les résultats, notamment ceux associés à l'économie des ressources. Ils doivent également cibler les ministères et organismes disposant des crédits les plus élevés. Le tableau 11 présente les résultats obtenus relativement à cette orientation.

Tableau 11 Sommaire des résultats liés à l'orientation 4

	Objectif	Indicateur	Cible 2008-2009	2008-2009	Résultats 2007-2008	2006-2007
4.1	Réaliser la moitié des VOR auprès des ministères et organismes disposant d'un budget des dépenses supérieur à un milliard de dollars*.	Pourcentage des VOR réalisées auprès des ministères et organismes ciblés.	50%	50%	50%	50%
4.2	Accroître la proportion des travaux liés à l'économie des ressources.	Pourcentage des critères d'évaluation liés à l'économie des ressources.	30%	46%	61%	57%

^{*} Le budget de référence est celui de l'exercice terminé le 31 mars 2006.

En 2008-2009, quatre VOR² ont été réalisées auprès de ministères et d'organismes disposant d'un budget supérieur à un milliard de dollars (**objectif 4.1**). Pour calculer le nombre total de VOR en lien avec cet objectif, nous incluons les vérifications courantes et les rapports de vérification centrés sur les aspects administratifs, financiers et de conformité, mais nous excluons les vérifications particulières puisqu'elles sont effectuées à la demande du gouvernement ou du Conseil du trésor et non à l'initiative du Vérificateur général.

En ce qui a trait à l'accroissement de la proportion des travaux afférents à l'économie des ressources (**objectif 4.2**), il faut savoir que les cibles des trois années du *Plan stratégique 2006-2009* ont été établies en fonction de la moyenne de 16,5 p. cent, qui avait été évaluée pour les années 2001 à 2005. Il est à noter que les vérifications particulières de même que celles effectuées par le commissaire au développement durable ne sont pas considérées dans le calcul de l'indicateur. En effet, d'autres critères que ceux associés à l'économie sont privilégiés pour ces travaux.

En 2008-2009, les résultats obtenus (46 p. cent) dépassent la cible (30 p. cent) que nous nous étions fixée, bien qu'ils soient inférieurs à ceux de l'année précédente. Il faut savoir que la nature et l'envergure des vérifications réalisées influencent les résultats. Pour les vérifications publiées au cours des trois dernières années, 55 p. cent des critères d'évaluation sont liés à l'économie. Ces résultats témoignent du fait que le Vérificateur général porte un grand intérêt aux critères qui touchent à ce sujet.

^{2.} Les vérifications en question sont présentées à l'annexe 3.

Orientation 5. Travailler en collaboration avec les dirigeants des entités du secteur public

Le Vérificateur général se doit d'avoir une compréhension adéquate de la gestion publique afin de parfaire ses interventions et ainsi de contribuer efficacement à la saine gestion des deniers publics. Le tableau 12 fait ressortir les résultats relatifs à cette orientation.

Tableau 12 Sommaire des résultats liés à l'orientation 5

. 5	Object of .	Indicateur	Cible 2008-2009	2008-2009	Résultats 2007-2008	2006-2007
5.1	Obtenir l'avis d'un comité formé d'administrateurs d'expérience sur les enjeux de la gestion publique et les modes d'intervention du Vérificateur général.	Nombre de réunions.	1	-	2	1
5.2	Réaliser des études sur les grands enjeux administratifs et financiers de la gestion publique.	Nombre d'études effectuées.	1	1	4	s.o.
5.3	Veiller à ce que les entités adhèrent aux recommandations du Vérificateur général afin d'accroître la probabilité de leur application.	Taux des recommandations obtenant l'adhésion des entités.	65%	99%	94%	99%
5.4	Vérifier que les recommandations sont appliquées ou donnent lieu à des progrès satisfaisants.	Taux des recommandations appliquées ou donnant lieu à des progrès satisfaisants: • vérification financière;	65%	60%	62%	62%
		 vérification financière; vérification de l'optimisation des ressources. 	65%	61%	73%	71%*

^{*} Les données n'ont pu être redressées en fonction de la nouvelle méthode d'évaluation mise en œuvre en 2007-2008 pour la VOR.

Dans le but d'obtenir l'avis d'un comité formé d'administrateurs d'expérience sur les enjeux de la gestion publique et les modes d'intervention de l'organisation (**objectif 5.1**), le vérificateur général devait organiser annuellement une réunion. En 2008-2009, aucune rencontre n'a été tenue, la dernière ayant eu lieu à la fin de 2007-2008. En effet, le vérificateur général avait demandé à un ancien haut fonctionnaire de rencontrer individuellement 20 personnes qui occupent ou ont occupé des fonctions de haut niveau dans l'administration gouvernementale québécoise, afin de recueillir leurs observations en matière d'administration publique et de travaux du Vérificateur général. En outre, en 2008-2009, cette personne a reçu le mandat d'examiner le projet de plan stratégique pour 2009-2012 du Vérificateur général et d'évaluer dans quelle mesure le plan tient compte des commentaires qu'il avait recueillis l'année précédente.

Toujours dans l'objectif d'avoir une compréhension adéquate de la gestion publique, nous nous sommes fixé comme cible de réaliser annuellement une étude sur les grands enjeux administratifs et financiers de la gestion publique (**objectif 5.2**). Cette année, nous avons procédé à une étude qui dresse le portrait du réseau de l'enseignement collégial. De plus, à la demande de l'Assemblée nationale, nous avons présenté une estimation quant au solde cumulé au 31 mars 2007 aux fins de la *Loi sur l'équilibre budgétaire*.

Par ailleurs, le nombre de recommandations mises en œuvre par les entités à la suite d'une vérification constitue un bon moyen d'évaluer la performance de notre institution. À cette fin, nous devons veiller à ce que les entités adhèrent à nos recommandations afin d'accroître la probabilité de leur application (objectif 5.3).

Depuis 2006-2007, nous demandons aux entités de nous indiquer si elles sont d'accord ou non avec les recommandations formulées, que ce soit lors d'une vérification de l'optimisation des ressources ou d'une vérification financière.

Cette démarche nous permet de préciser nos recommandations, d'en discuter et d'en confirmer la pertinence. En 2008-2009, 99 p. cent des recommandations ont obtenu l'adhésion des entités visées, comparativement à 94 p. cent en 2007-2008. Une seule recommandation figurant dans une VOR n'a pas été accueillie favorablement. Elle concernait la Société d'habitation du Québec. Il est à noter que les recommandations faisant suite à la vérification des états financiers du gouvernement sont exclues de notre compilation puisqu'elles n'ont pas été soumises au processus d'adhésion.

En ce qui a trait au taux d'application de nos recommandations (**objectif 5.4**), il se situait dans les années antérieures à 2006-2007 en deçà des attentes que nous nous étions fixées. En effet, de 2003 à 2006, le pourcentage moyen était de 54 p. cent pour la vérification financière et pour la VOR. C'est d'ailleurs ce qui nous avait incités à revoir nos pratiques et à demander aux entités d'adhérer à nos recommandations.

Pour les vérifications financières, le pourcentage des recommandations appliquées ou donnant lieu à des progrès satisfaisants en 2008-2009 a été de 60 p. cent, soit cinq points en deçà de notre cible (65 p. cent). Ce résultat est inférieur de deux points à celui de l'année précédente (tableau 13). Depuis 2006-2007, les recommandations dont l'application nécessite plus d'une année selon l'avis du Vérificateur général font l'objet d'une évaluation au terme du délai qu'il juge nécessaire.

Tableau 13 Niveau d'application des recommandations

	Ver	Vérification financière			Vérification de l'optimisation des ressources		
	2008-2009	2007-2008	2006-2007	2008-2009	2007-2008	2006-2007*	
Recommandations appliquées ou progrès satisfaisants	60%	62%	62%	61%	73%	71%	
Nombre de recommandations	333	299	185	139	208	76	
Nombre de rapports	59	51	45	6	10	2	

Les données ont été compilées selon l'ancienne méthode d'évaluation.

En ce qui regarde les vérifications de l'optimisation des ressources, nous avons modifié notre façon de faire en 2007-2008; en effet, toutes les vérifications publiées dans la troisième année qui précède celle en cours donnent lieu à un suivi. Contrairement aux années antérieures, ces suivis ne sont pas faits dans le cadre de vérifications. L'évaluation du degré de progrès dans l'application des recommandations est d'abord effectuée par l'entité. Par la suite, la plausibilité de l'information reçue est appréciée par le Vérificateur général et, s'il y a lieu, des renseignements additionnels sont demandés, lesquels peuvent amener une révision des conclusions de l'entité. Du reste, la sélection des suivis effectués avec un niveau d'assurance élevé qui seront publiés dans les tomes déposés à l'Assemblée nationale se fait à partir de ces travaux. Notons que cette façon de faire est semblable à celle utilisée par le Bureau du vérificateur général du Canada.

En 2008-2009, l'approche choisie nous a permis de suivre 139 recommandations figurant dans 6 rapports publiés dans les tomes de l'année 2004-2005. Le pourcentage des recommandations appliquées ou ayant donné lieu à des progrès satisfaisants a été de 61 p. cent (voir ci-dessus le tableau 13), ce qui est en deçà de notre cible de 65 p. cent. Le tableau 14 présente le degré d'application des recommandations par vérification.

Tableau 14
Application des recommandations par vérification

(T) (T) (T)	Nombre de recommandations suivies	Recommandations appliquées ou progrès satisfaisants	
The state of the second of the		Nombre	Pourcentage
Services d'eau et pérennité des infrastructures	7	4	57
Interventions en matière de violence dans les établissements publics d'enseignement secondaire	9	5	56
Vérification interne au gouvernement du Québec	97	58	60
Continuum de services (de santé physique et de réadaptation spécialisée offerts en traumatologie)	1	-	-
Prestation de services du gouvernement en ligne	16	12	75
Performance et reddition de comptes (Régie du bâtiment du Québec)	9	6	67
Total	139 (4 2 0)	85	61

Comme on peut le constater, le pourcentage de recommandations appliquées ou ayant donné lieu à des progrès satisfaisants a atteint le degré souhaité pour seulement deux des six vérifications. Devant ce résultat, nous prévoyons faire des démarches auprès des entités afin de nous assurer que les recommandations sont bien comprises et de leur réitérer l'importance de prendre des mesures pour les mettre en œuvre. Il est à noter qu'en 2004-2005, les entités n'avaient pas à adhérer aux recommandations lorsqu'elles leur étaient transmises. D'ailleurs, à compter de l'an prochain, les recommandations dont les progrès auront été jugés insatisfaisants feront de nouveau l'objet d'un suivi cinq ans après la publication du rapport initial.

À titre comparatif, en 2007-2008, pour les recommandations faites par le Bureau du vérificateur général du Canada, les ministères ont déclaré avoir entièrement mis en œuvre 55 p. cent de celles qui avaient été formulées dans des rapports de vérification de gestion déposés quatre ans auparavant.

Une institution d'avant-garde, performante et experte

Nous souhaitons que le Vérificateur général soit plus que jamais une institution moderne et attrayante grâce, entre autres, à la variété des défis qu'elle offre. Pour ce faire, la compétence et le dynamisme de ses employés sont indispensables.

Orientation 6. S'assurer de la performance de l'organisation et enrichir son expertise

L'une des valeurs fondamentales de l'organisation est l'exemplarité. Par conséquent, le Vérificateur général se fait un devoir de tout mettre en œuvre pour atteindre ses objectifs en termes d'efficience, d'économie et d'efficacité. Il cherche à faire le meilleur usage des ressources accordées par l'Assemblée nationale.

D'autre part, notre profession est en plein essor et se complexifie. Il faut donc exercer une vigie minutieuse à ce chapitre afin de maintenir notre expertise. Le tableau 15 met en évidence les résultats se rapportant à l'orientation 6.

Tableau 15 Sommaire des résultats liés à l'orientation 6

	Objectif	Indicateur	Cible 2008-2009	2008-2009	Résultats 2007-2008	2006-2007
6.1	Consacrer 10 p. cent moins d'heures de travail que l'année précédente pour réaliser les interventions de vérification financière ayant un historique de 3 ans ou plus.	Pourcentage des interventions* visées réalisées avec une économie d'heures de travail de 10 p. cent.	50%	65%	24%	\$.O.
6.2	Publier durant l'année un minimum de VOR.	Nombre de VOR.	9	8	9	8
6.3	Compléter l'implantation de la nouvelle méthodologie relative à la vérification financière.	Pourcentage des interventions* réalisées à l'aide de la nouvelle méthodologie.	100%	100%	92%	\$.0.
6.4	Analyser des travaux concernant l'optimisation des ressources menés par un autre vérificateur législatif au Canada ou à l'étranger.	Nombre d'analyses effectuées.	1	1	1	s.o.
6.5	Accroître la proportion du personnel professionnel de vérification détenant un diplôme universitaire dans une sphère d'activité différente de la comptabilité.	Pourcentage du personnel professionnel de vérification détenant ce type de diplôme.	20%	25%	S.O.	S.O.

^{*} Pour obtenir ce pourcentage, nous avons calculé le nombre d'entités dans lesquelles nous avons réalisé une mission de vérification, à l'exception des missions confiées à des cabinets d'experts-comptables du secteur privé.

Au cours des dernières années, nous avons entrepris un virage important pour mettre à jour notre approche en vérification financière, satisfaire aux nouvelles normes de l'ICCA et informatiser nos dossiers de vérification financière.

Pour contrôler la hausse du nombre d'heures consacrées à nos vérifications financières, nous nous étions fixé comme cible de réduire, à compter de 2007-2008, de 10 p. cent les heures de travail par rapport à l'année précédente, et ce, pour 50 p. cent des interventions de vérification financière ayant un historique de trois ans³ (objectif 6.1).

Notre décision de confier davantage de missions de vérification à des cabinets d'experts-comptables du secteur privé a influencé les possibilités d'atteindre notre objectif en 2007-2008. En effet, les missions que nous accomplissons nous-mêmes sont celles dont la vérification est plus complexe et les risques sont plus élevés. Cependant, nos efforts ont porté fruit pour 2008-2009: nous avons dépassé notre cible de 15 p. cent (nous avons atteint 65 p. cent). Ainsi, les heures consacrées à ces missions ont été réduites de plus de 12 000 par rapport à l'année précédente.

Les ateliers portant sur les bonnes pratiques en vue d'une plus grande efficience de nos travaux, le colloque des cadres en vérification financière, lequel portait sur l'efficience, le fait d'avoir terminé l'implantation de la nouvelle méthodologie et la documentation des processus des contrôles internes sont des facteurs qui ont contribué à ce résultat.

D'autre part, nous voulions publier un nombre minimum de vérifications de l'optimisation des ressources durant chacune des années du *Plan stratégique 2006-2009* (**objectif 6.2**). En 2008-2009, nous avons procédé à huit vérifications, soit une de moins que la cible que nous nous étions fixée. Les trois vérifications particulières de 2007-2008 et celle de 2008-2009 expliquent ce résultat. En effet, comme des ressources expérimentées en VOR ont été affectées à ces mandats, les nouveaux projets de vérification de l'optimisation des ressources ont débuté plus tard que prévu, ce qui a reporté la publication des rapports à une date ultérieure.

Nous surveillons en permanence la qualité et l'efficience de nos travaux. Nous avions donc commencé, en 2006-2007, l'implantation d'une nouvelle méthodologie relative à la vérification financière et nous devions la compléter en 2008-2009 (objectif 6.3). Comme nous l'avions prévu, nous avons pris le virage méthodologique pour toutes les missions que nous avons menées en 2008-2009. Soulignons que les nombreux changements normatifs entraînés par l'essor de notre profession ont aussi contribué à rendre cette implantation indispensable.

Relativement à l'analyse des travaux concernant l'optimisation des ressources menée par un autre vérificateur législatif au Canada ou à l'étranger (objectif 6.4), une étude a été effectuée sur les pratiques de vérification de gestion du National Audit Office (NAO) du Royaume-Uni. Cette étude a été réalisée avec la collaboration de la CCAF-FCVI inc., connue sous le nom de «Fondation canadienne pour la vérification intégrée », qui est un organisme spécialisé dans le développement de ce type de vérification. L'examen des pratiques du NAO nous a amenés notamment à entreprendre une révision des services que nous demandons aux membres des comités consultatifs associés à nos VOR. Par ailleurs, l'examen des pratiques de vérification de gestion fait en 2007 auprès du Vérificateur général de l'Ontario et en 2008 auprès du NAO nous a confirmé que nos méthodes de

^{3.} La vérification des états financiers du gouvernement est exclue.

travail sont comparables, pour l'essentiel, à celles de ces institutions. L'annexe 7 présente des informations portant sur les activités d'autres vérificateurs législatifs, informations qui sont tirées de leurs rapports 2007-2008.

D'autre part, l'étendue du champ d'action du Vérificateur général requiert que les connaissances de ses employés soient variées. C'est pourquoi nous voulions qu'en 2008-2009, au moins 20 p. cent du personnel professionnel de vérification possède un diplôme universitaire dans une sphère d'activité différente de la comptabilité (**objectif 6.5**). Au 31 mars 2009, l'objectif était atteint: 25 p. cent de ce personnel avait un tel diplôme.

Orientation 7. Être un employeur public attrayant, qui met à profit le plein potentiel de ses employés

Les ressources humaines représentent cette année 75 p. cent des dépenses du Vérificateur général, soit la même proportion que l'année précédente. Conscient que ses employés sont indispensables à l'accomplissement de sa mission, il a à cœur de leur offrir un environnement de travail stimulant. Le tableau 16 expose les résultats obtenus pour l'orientation 7.

Tableau 16 Sommaire des résultats liés à l'orientation 7

4	Objectif	Indicateur	Cible	and the second s	Resultats	alegentarian acció
			2008-2009	2008-2009	2007-2008	2006-2007
7.1	Maintenir la satisfaction des employés concernant l'environnement de travail,	Indice de satisfaction des employés à l'égard des aspects visés;	Au moins 7 sur 10	8 sur 10	\$.0.	\$.0.
	la formation et les défis professionnels.	Taux de roulement du personnel.	Taux inférieur à 15%.	9%	14%	16%

La satisfaction des employés à l'égard de l'environnement de travail, de la formation et des défis professionnels est une préoccupation pour le Vérificateur général. C'est pourquoi un sondage portant notamment sur ces aspects a été effectué en 2009 auprès de nos employés (**objectif 7.1**). Le taux de participation a été de 96 p. cent.

La réalisation de ce sondage ainsi que son analyse ont été confiées à une firme spécialisée indépendante. Une nouvelle méthode a été utilisée, soit l'indice de mobilisation de l'entreprise. Ce dernier prend en compte le sens que chacun trouve à son travail et les facteurs de motivation, telles la considération et la responsabilisation. Pour faciliter son interprétation, cet indice a été converti sur une échelle de 10.

Le résultat obtenu, soit près de 8 sur 10, est au-dessus de notre cible. Il se compare favorablement au résultat d'autres grandes entreprises (7 sur 10 pour 2006-2009) et à celui de notre sondage réalisé en 2003. Pareil exercice a fait ressortir les forces de notre organisation en ce qui a trait au soutien offert par les gestionnaires à leur personnel, à l'autonomie et à la qualité des travaux. Par ailleurs, nous devons travailler à améliorer les communications avec l'ensemble de notre personnel.

L'efficacité du Vérificateur général est intimement liée au développement constant des compétences de son personnel. En conséquence, nous encourageons nos employés à parfaire leurs connaissances dans différents domaines. Nous leur offrons également des cours qui leur permettent d'actualiser leur savoir. En 2008-2009, notre personnel a consacré, en moyenne, 10 jours à la formation (8 jours en 2007-2008). Cette hausse est liée notamment à la formation ayant trait à l'application des IFRS pour le personnel de vérification et à la *Loi sur les contrats des organismes publics* et ses règlements d'application.

Conformément à la *Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre*, la proportion de la masse salariale affectée à la formation pour l'année civile 2008 a atteint 4,2 p. cent.

Par ailleurs, 23 employés ont quitté l'organisation au cours de 2008-2009, comparativement à 35 l'année précédente. Le taux de roulement de 9 p. cent étant largement en dessous du maximum de 15 p. cent, nous avons atteint notre cible. À titre comparatif, en 2007-2008, le taux de roulement de deux vérificateurs législatifs de l'Ouest canadien était beaucoup plus élevé: 18 p. cent pour l'un et 22 p. cent pour l'autre. Toujours en 2007-2008, pour le Bureau du vérificateur général du Canada, le taux de maintien en poste était de 86 p. cent (14 p. cent de taux de roulement).

En ce qui concerne le personnel professionnel de vérification, le taux de roulement est de 7 p. cent, contre 16 p. cent l'an passé. Ce résultat s'explique en partie par l'effet cumulé de différentes mesures mises en place au cours des dernières années pour offrir des conditions de travail avantageuses à notre personnel.

Orientations stratégiques 2009-2012

L'année 2008-2009 a aussi été celle de l'élaboration du *Plan stratégique 2009-2012* (disponible sur notre site Internet). Dans ce plan, nous partageons la même vision que dans le précédent mais avec une nouvelle dimension, soit celle du développement durable. En effet, nous souhaitons que notre institution, qui est au service de l'Assemblée nationale, soit d'avant-garde, performante et experte, afin de mieux contribuer à la saine gestion des deniers publics, dans la perspective d'un développement durable. C'est pourquoi nous avons sensiblement les mêmes orientations que celles figurant dans le *Plan stratégique 2006-2009*, soit les suivantes:

- Maximiser l'utilisation des travaux du Vérificateur général par l'Assemblée nationale.
- Travailler en collaboration avec les parlementaires et s'assurer de leur satisfaction.
- Favoriser une gestion et une reddition de comptes rigoureuse de la part des administrations publiques.
- Relever les défis découlant de récentes modifications législatives.
- Renforcer la performance de l'organisation et enrichir son expertise.

Gestion des risques

La politique de gestion des risques a été approuvée par le comité de gestion le 29 janvier 2009. Elle a comme objectif d'assurer la continuité des opérations, le maintien de la qualité des services et la protection des actifs des organisations. Plus précisément, elle mentionne les actions suivantes:

- déterminer les risques menaçant la réputation et la crédibilité de l'institution ainsi que sa capacité à remplir son rôle auprès des parlementaires;
- évaluer la nature, la portée, l'impact et la probabilité d'occurrence de ces risques ;
- mettre en place les mesures d'atténuation nécessaires afin de réduire ces risques à un niveau acceptable.

La politique de gestion des risques précise les responsabilités des divers acteurs, dont celles du coordonnateur de la gestion des risques. Elle définit le processus retenu pour déterminer, en temps opportun, les risques qui émergent, assurer la mise en œuvre des mesures d'atténuation appropriées et évaluer, de façon périodique, si les risques identifiés sont contrôlés.

Plaintes et allégations

Des plaintes et des allégations sont portées à l'attention du Vérificateur général du Québec. Ainsi, au cours de l'exercice 2008-2009, nous avons reçu 93 plaintes et allégations (2007-2008: 133).

Le processus de traitement des plaintes et des allégations prévoit d'abord l'examen de celles-ci afin de nous assurer qu'elles concernent les fonctions statutaires du Vérificateur général. Par la suite, une décision est prise par rapport à la pertinence d'effectuer des travaux de vérification et, le cas échéant, à la période pendant laquelle ils seront réalisés. Cette décision est fondée sur certains critères, comme l'importance, la récurrence et la vérifiabilité des plaintes et des allégations. Lorsque des constatations sont faites et que des recommandations sont formulées au terme de nos travaux, nous évaluons s'il est nécessaire d'informer les autorités gouvernementales concernées et les parlementaires, conformément à la Loi sur le vérificateur général.

En 2008-2009, 2 missions dont les résultats ont été déposés à l'Assemblée nationale ont été entreprises à la suite de plaintes ou d'allégations. D'autre part, 10 plaintes ou allégations ont alimenté une banque de projets pour des travaux de vérification futurs.



Évènements importants survenus à la suite de nos travaux

Les gestionnaires des entités auxquelles sont destinées nos recommandations recherchent habituellement des solutions pour les mettre en œuvre. Voici quelques actions accomplies dans la dernière année, en lien avec les vérifications que nous avons faites dans le passé:

- Évaluation des dépôts de matériaux secs au moyen de la grille de risque. Dans le *Rappon annuel de gestion 2007-2008*, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs a mentionné qu'il a terminé l'évaluation des dépôts de matériaux secs. Cet exercice lui a permis de déterminer la fréquence des inspections requises, laquelle a été considérée dans la programmation 2008-2009. Dans son rapport à l'Assemblée nationale pour 2005-2006, le Vérificateur général avait recommandé au ministère de définir et de mettre en place une approche de gestion basée sur les risques pour ses activités d'inspection afin, notamment, de déterminer une fréquence optimale et d'allouer les ressources disponibles en conséquence.
- Élaboration d'une politique agricole et agroalimentaire pour le Québec. Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation a mandaté M. Michel R. Saint-Pierre afin qu'il redéfinisse les modes d'intervention en matière de sécurité du revenu. Ce dernier a produit un rapport, publié le 27 mars 2009, qui propose une révision des programmes de soutien financier à l'agriculture. Cette action fait suite aux recommandations contenues dans le rapport de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois, déposé en février 2008. Elle est également en lien avec deux recommandations que le Vérificateur général a formulées à ce ministère dans le second tome de son rapport à l'Assemblée nationale pour 2007-2008.
- Diffusion des nouvelles estimations de coûts relatives aux projets de modernisation des centres hospitaliers universitaires de Montréal. Ces estimations totalisent actuellement 5,2 milliards de dollars. L'adoption d'un nouveau budget permettra, comme le recommande le Vérificateur général dans son rapport sur ces projets, d'arrimer simultanément les travaux prévus, les coûts et l'échéancier pour les utiliser comme balises dans la poursuite des projets.
- Accomplissement de certaines actions par le Centre de services partagés du Québec (CSPQ) qui visent à mieux appuyer les ministères et organismes relativement aux acquisitions écoresponsables. Plus particulièrement, il a élaboré une liste de contrôles pour des acquisitions responsables, laquelle permet de prendre en compte des critères de sélection afin notamment de guider les conseillers en approvisionnement. De plus, il a aussi rendu disponible un questionnaire d'aide à la sélection des véhicules et un document portant sur les écoétiquettes. Dans son rapport à l'Assemblée nationale pour 2007-2008, le Vérificateur général avait recommandé au Centre de mieux appuyer, à l'aide d'outils appropriés, les ministères et les organismes dans la mise en œuvre d'orientations gouvernementales en matière d'acquisitions écoresponsables.

Exigences législatives et gouvernementales

Programmes d'accès à l'égalité

Le gouvernement a mis en place différents programmes destinés à faciliter l'accès de la fonction publique à une diversité de personnes. Le tableau 17 illustre la situation chez le Vérificateur général quant aux programmes d'accès à l'égalité. L'écart par rapport aux objectifs gouvernementaux découle du fait que, parmi les personnes déclarées aptes à occuper les postes visés, il y en a peu qui appartiennent aux groupes cibles. Toutefois, les embauches des deux dernières années nous ont permis de nous rapprocher de l'objectif gouvernemental.

Tableau 17 État de la situation – Programmes d'accès à l'égalité (en pourcentage)

	Objectif gouvernemental		Résultats	
		2008-2009	2007-2008	2006-2007
Représentativité*				
Communautés culturelles, anglophones et autochtones	9,0	5,0	3,7	2,4
Personnes handicapées	2,0	0,8	0.8	0,8
Taux d'embauche**		,	-,-	-,-
Communautés culturelles, anglophones, autochtones et personnes handicapées	25,0	11,3	16,3	6,3

* Seul le personnel permanent a été considéré dans le calcul.

** Le personnel occasionnel, les étudiants et les stagiaires ont été inclus dans le calcul.

Au 31 mars 2009, la représentation féminine chez le Vérificateur général était de 65 p. cent, soit 3 points de pourcentage de moins que l'année précédente. En fait, des 23 personnes qui sont parties au cours de l'année, 15 étaient des femmes; quant aux personnes embauchées (36), la moitié était des femmes. Le tableau 18 présente la répartition du personnel féminin par catégorie d'emplois.

Tableau 18 Représentation féminine (en pourcentage)

Catégorie d'emplois	2008-2009	2007-2008	2006-2007	Fonction publique 2007-2008*
Cadres	43	.: 40	36	37
Professionnels	. 67	70	73	46
Techniciens et personnel de bureau	80	86	78	70

* Ce sont les données disponibles les plus récentes.

Protection des renseignements personnels

Différentes mesures assurent la protection des renseignements personnels. L'accès aux locaux du Vérificateur général est sécurisé, tant à Montréal qu'à Québec. De plus, les dossiers du personnel sont conservés au Service des ressources humaines, ce qui limite



leur accessibilité. Pour ce qui est des informations confidentielles contenues dans les dossiers de vérification, le Vérificateur géneral applique les techniques de protection appropriées, comme le cryptage des ordinateurs portables et l'utilisation de mots de passe adéquats. Quant aux demandes d'accès à l'information, le Vérificateur général a reçu, tout comme l'an dernier, trois demandes auxquelles il a répondu dans le respect des exigences légales.

États financiers vérifiés

Le Vérificateur général est financé par des crédits parlementaires annuels. Comme les états financiers sont dressés de façon à respecter les PCGR du Canada, les produits présentés dans l'état des résultats diffèrent des crédits parlementaires autorisés et utilisés au cours de l'exercice. En effet, une partie des charges de l'exercice courant est financée à même les crédits d'exercices antérieurs ou futurs.

Selon nos états financiers, les charges totales de l'exercice se chiffrent à 23,5 millions de dollars, soit une augmentation de 2 p. cent par rapport à l'année précédente.

En ce qui a trait à la rémunération, la hausse de 556000 dollars s'explique par l'augmentation des salaires de 2 p. cent, comme cela est prévu dans les conditions de travail des employés de la fonction publique québécoise, ainsi que par l'embauche de personnel.

Pour ce qui est des services de vérification financière, ils rassemblent les sommes versées à des cabinets d'experts-comptables du secteur privé pour les missions de vérification qui leur ont été confiées par le Vérificateur général. Il y a une augmentation nette de 93 000 dollars (9 p. cent) par rapport à l'année précédente pour ces services, le renouvellement de certains contrats ayant entraîné une hausse des honoraires.

Quant aux droits d'auteur et aux licences, la hausse des coûts de 49 000 dollars (9 p. cent) par rapport à l'année précédente est attribuable notamment à l'utilisation d'un logiciel de recherche en vérification financière et de licences pour les vérificateurs informatiques.

Les communications regroupent les dépenses relatives aux services de télécommunications, aux réunions ministérielles, aux congrès et aux conférences. La diminution de 42 000 dollars (18 p. cent) s'explique par l'impact de la mise à niveau de notre système téléphonique en 2007-2008 et par la tenue de la journée des employés à une date postérieure au 31 mars 2009, contrairement à l'année précédente.

Relativement aux services d'impression et de publication, la diminution de 40 000 dollars (15 p. cent) résulte de la publication de deux tomes du rapport du Vérificateur général à l'Assemblée nationale durant la période couverte par le rapport annuel de gestion, comparativement à trois l'année passée.

En ce qui concerne la hausse de 23 000 dollars des dépenses d'entretien, elle est la conséquence des travaux faits dans la salle des serveurs informatiques pour assurer leurs fonctionnalités.

Pour ce qui est des autres dépenses, c'est-à-dire les frais liés aux services professionnels et administratifs, aux déplacements, aux loyers ainsi qu'aux fournitures, elles sont demeurées stables.

Le 29 mai 2009

Rapport de la direction

Les états financiers du Vérificateur général du Québec ont été dressés par le Vérificateur général du Québec, qui est responsable de leur préparation et de leur présentation, y compris les estimations et les hypothèses. Cette responsabilité comprend le choix de conventions comptables appropriées et qui respectent les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Pour s'acquitter de ses responsabilités, le Vérificateur général du Québec maintient un système de contrôles comptables internes, conçu en vue de fournir l'assurance raisonnable que les biens sont protégés et que les opérations sont comptabilisées correctement et en temps voulu, qu'elles sont dûment approuvées et qu'elles permettent de produire des états financiers fiables.

Le Vérificateur général du Québec reconnaît qu'il est responsable de gérer ses affaires conformément aux lois et règlements qui le régissent.

Le cabinet de comptables agréés Laberge Lafleur Brown S.E.N.C.R.L. a procédé à la vérification des états financiers du Vérificateur général du Québec conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada, et son rapport des vérificateurs expose la nature et l'étendue de cette vérification et l'expression de son opinion. Les vérificateurs externes peuvent, sans aucune restriction, rencontrer la direction du Vérificateur général du Québec pour discuter de tout élément qui concerne leur vérification.

Renaud Lachance, CA

Vérificateur général du Québec

Quand Parlicule

Le 29 mai 2009

Rapport des vérificateurs

Aux membres de l'Assemblée nationale

Nous avons vérifié le bilan du Vérificateur général du Québec au 31 mars 2009 et les états des résultats et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Vérificateur général du Québec. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, les sommes présentées à ces états financiers ont été dépensées aux fins pour lesquelles l'Assemblée nationale les avait affectées et de la façon prescrite par les lois, règlements, directives et règles en vigueur. Ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Vérificateur général du Québec au 31 mars 2009, ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Laterge Laflew Bown S.E.N.C.R.L.

Comptables agréés

CA auditeur permis no 11564.

Résultats de l'exercice terminé le 31 mars 2009 (en milliers de dollars)

	2009	2008
Produits (note 3)	24 738	23 355
Charges		
Rémunération		
Traitements et avantages sociaux	17 374	16 885
Autre rémunération	377	310
	17 751	17 195
Fonctionnement		
Services professionnels et administratifs	1 395	1 430
Services de vérification financière	1 180	1 087
Droits d'auteurs et licences	582	533
Frais de déplacement	546	529
Communications	195	237
Services d'impression et de publication	231	271
Loyers, taxes et électricité	853	878
Loyer auprès de la Société immobilière du Québec	193	190
Fournitures	170	158
Amortissement des immobilisations corporelles	379	421
Entretien	42	19
Perte sur radiation d'immobilisations corporelles	-	4
	5 766	5 757
	23 517	22 952
excédent des produits sur les charges avant l'élément suivant	1 221	403
Produits reportés pour le fonctionnement (note 7)	(1 221)	(403)
excédent des produits sur les charges		
s notes complémentaires font partie intégrante des états financiers		11-11-11-11-11

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Bilan au 31 mars 2009 (en milliers de dollars)

the second of th	2009	2008
Actif		
À court terme		
Droits de caisse	2 444	1 750
Créances	30	30
À recevoir du Fonds consolidé du revenu, sans intérêt (note 4)	2 366	1 976
	4 840	3 756
À recevoir du Fonds consolidé du revenu, sans intérêt ni modalités d'encaissement (note 4)	3 504	3 527
Immobilisations corporelles (note 5)	1 150	1 205
	9 494	8 488

Passif		
À court terme		
Charges à payer et frais courus (note 6)	3 619	3 353
Produits reportés pour le fonctionnement (note 7)	1 221	403
	4 840	3 756
Provision pour congés de maladie (note 8)	3 504	3 527
Produits reportés pour les immobilisations corporelles (note 9)	1 150	1 205
	9 494	8 488
Engagements (note 10)		

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le Vérificateur général du Québec

Renaud Lachance, CA

Vérificateur général du Québec

Revand Parlicule

Lucie Roy, CA

Lucie Roy

Directrice de l'administration et de la reddition de comptes

Flux de trésorerie de l'exercice terminé le 31 mars 2009 (en milliers de dollars)

Activités d'exploitation	2009	2008
Excédent des produits sur les charges		
Éléments sans Incidence sur les droits de caisse :	-	-
Virement des produits reportés pour les immobilisations corporelles	(379)	(425)
Amortissement des immobilisations corporelles	379	421
Perte sur radiation d'immobilisations corporelles	_	4
Variation des actifs et des passifs liés à l'exploitation:		
Créances	-	(21)
À recevoir du Fonds consolidé du revenu	(367)	(454)
Charges à payer et frais courus	170	(81)
Produits reportés pour le fonctionnement	818	(232)
Provision pour congés de maladie	(23)	188
Crédits parlementaires pour l'acquisition d'immobilisations corporelles	324	534
Flux de trésorerie provenant (utilisés pour les) des activités d'exploitation	922	(66)

Activité d'investissement	-	
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement:		
Acquisition d'immobilisations corporelles	(228)	(485)
Augmentation (diminution) des droits de caisse	694	(551)
Droits de caisse au début	1 750	2 301
Droits de caisse à la fin	2 444	1 750

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

1. Nature des activités

En vertu de la *Loi sur le vérificateur général* (L.R.Q., chapitre V-5.01), le Vérificateur général du Québec effectue notamment la vérification des livres et comptes du Fonds consolidé du revenu, des organismes publics et de plusieurs organismes et entreprises du gouvernement du Québec. Cette vérification comporte la vérification financière, la vérification de la conformité des opérations aux lois, règlements, politiques et directives ainsi que la vérification de l'optimisation des ressources. Le Vérificateur général du Québec exerce les pouvoirs que la loi lui confie et les résultats de ses vérifications sont communiqués à l'Assemblée nationale dont il relève. Le Vérificateur général du Québec est financé au moyen de crédits annuels octroyés par l'Assemblée nationale et n'est pas assujetti aux termes des lois fédérale et provinciale de l'impôt sur le revenu.

2. Conventions comptables

Depuis le 1^{er} avril 2008, aux fins de la préparation de ses états financiers, le Vérificateur général du Québèc utilise prioritairement le *Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA) pour le secteur public.* L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ce dernier. Auparavant, il utilisait le *Manuel de l'ICCA – Comptabilité* pour le secteur privé. Cette modification n'a pas eu d'effet sur les conventions comptables et les résultats du Vérificateur général du Québec. Par ailleurs, les logiciels et le développement informatique sont dorénavant présentés à titre d'immobilisations corporelles.

La préparation des états financiers du Vérificateur général du Québec par la direction, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que celle-ci ait recours à des estimations et à des hypothèses. Ces dernières ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des produits et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les principaux éléments faisant l'objet d'estimation sont la durée de vie des immobilisations corporelles et la provision pour congés de maladie. Les résultats réels peuvent différer des meilleures prévisions faites par la direction.

Droits de caisse

Les opérations financières du Vérificateur général du Québec sont effectuées par l'entremise du Fonds consolidé du revenu du gouvernement du Québec. Les droits de caisse représentent le montant d'encaisse que le Vérificateur général du Québec a le droit de tirer du Fonds consolidé du revenu afin d'acquitter ses obligations à même les crédits qui lui ont été accordés.

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût et sont amorties sur leur durée de vie utile prévue selon la méthode de l'amortissement linéaire:

Catégorie	Durée
Améliorations locatives	Durée du bail
Matériel et équipement	5 ans
Équipement informatique et logiciels	3 ans
Développement informatique	10 ans

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation corporelle ne contribue plus à la capacité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à l'immobilisation corporelle est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation corporelle est réduit pour refléter sa baisse de valeur.

Toute moins-value sur les immobilisations corporelles est imputée aux résultats de la période au cours de laquelle la dépréciation a été déterminée.

Provision pour congés de maladie

Les obligations à long terme découlant des congés de maladie accumulés par les employés sont évaluées sur une base actuarielle au moyen d'une méthode d'estimation simplifiée selon les hypothèses les plus probables. Ces hypothèses font l'objet d'une réévaluation annuelle.

Le passif et les charges correspondantes qui en résultent sont comptabilisés sur la base du mode d'acquisition de ces avantages sociaux par les employés, c'est-à-dire en fonction de l'accumulation et de l'utilisation des journées de maladie par les employés.

Produits reportés pour les immobilisations corporelles

Les crédits parlementaires pour l'acquisition d'immobilisations corporelles sont reportés et virés aux produits, selon la même méthode et les mêmes taux d'amortissement que les immobilisations corporelles qu'ils financent.

Produits reportés pour le fonctionnement

Les crédits parlementaires inutilisés peuvent être reportés à l'exercice subséquent. Ce report doit être autorisé par le Bureau de l'Assemblée nationale.

Services reçus sans frais

Le coût de certains services de soutien est assumé par divers ministères et organismes et il n'est pas présenté aux résultats de l'exercice.

3. Produits

Le Vérificateur général du Québec est financé par des crédits parlementaires annuels. Les produits présentés aux résultats de l'exercice sont comptabilisés en fonction des principes comptables généralement reconnus du Canada et diffèrent des crédits parlementaires autorisés et utilisés au cours de l'exercice. Une partie des charges de l'exercice courant est financée à même les crédits d'exercices antérieurs ou futurs.

	2009	2008
rédits parlementaires		
Initiaux	24 295	22 458
Réalloués de l'exercice antérieur	403	635
Supplémentaires de l'exercice courant*	8	8
D'exercices futurs	8	363
	24 714	23 464
Utilisés pour les immobilisations corporelles	(324)	(534)
Virement des produits reportés - immobilisations corporelles	379	425
Périmés	(31)	-
The same of the sa	24 738	23 355

^{*} Le Vérificateur général du Québec a obtenu des crédits parlementaires supplémentaires de 8 000 \$ pour l'embauche de personnel étudiant.

4. À recevoir du Fonds consolidé du revenu

V	2009	2008
rme		
ents et avantages sociaux	2 366	1 976
rme		
s de maladie	3 504	3 527
	5 870	5 503
	5 8	70

Notes complémentaires 31 mars 2009

(en milliers de dollars)

5. Immobilisations corporelles

	Coût	2009 Amortissement cumulé	Valeur nette	2008 Valeur nette
Améliorations locatives	1 355	768	587	722
Matériel et équipement	971	889	82	116
Équipement informatique et logiciels	1 680	1 293	387	285
Développement informatique	100	6	94	82
	4 106	2 956	1 150	1 205

	2009	2008
Budget d'immobilisations corporelles		
Initial	355	355
Crédits parlementaires réaffectés aux immobilisations corporelles	-	179
	355	534
Acquisitions de l'exercice	(324)	(534)
Crédits parlementaires périmés	(31)	-
	-	-

Des acquisitions d'immobilisations corporelles sont incluses dans les charges à payer et frais courus pour 96 000 \$ (2008 : 49 000 \$).

6. Charges à payer et frais courus

	2009	2008
Fournisseurs et autres	766	631
Traitements	952	935
Provision pour vacances	1 901	1 787
	3 619	3 353

7. Produits reportés pour le fonctionnement

Pour l'exercice terminé le 31 mars 2009, le Vérificateur général du Québec a obtenu l'autorisation de reporter 1 221 000 \$ (2008 : 403 000 \$) des crédits parlementaires non utilisés.

2009	2008
403	635
1 221	403
(403)	(635)
1 221	403
	403 1 221 (403)

8. Provision pour congés de maladie

Le Vérificateur général du Québec dispose d'un programme d'accumulation de congés de maladie tel que prévu par les conditions de travail des employés non syndiqués du gouvernement. Ce programme donne lieu à des obligations à long terme. Actuellement, ce programme ne fait pas l'objet d'une capitalisation pour en pourvoir le paiement.

Les obligations du programme d'accumulation des congés de maladie augmentent au fur et à mesure que les employés rendent des services. La valeur de cette obligation est établie à l'aide d'une méthode qui répartit le coût de ce programme sur la durée de la carrière active des employés.

Accumulation des journées de maladie

L'attribution des journées de maladie est habituellement d'une journée par mois (douze jours par année). Chacune des journées non utilisées est transférable et cumulable dans le futur jusqu'à ce que survienne un événement particulier (retraite, cessation d'emploi, décès).

Le personnel d'encadrement n'accumule pas de journée de maladie. Toutefois, il conserve les banques qu'il a accumulées dans le passé, et ce, jusqu'à sa retraite, cessation d'emploi ou décès.

Utilisation des journées de maladie

En cas de cessation d'emploi ou de décès, la banque de journées accumulées est remboursée à 50 % en un seul versement et sujet à un maximum global de soixante-six jours.

À la retraite, les individus peuvent, outre la condition ci-haut mentionnée, utiliser un jour à la fois, en congé de préretraite, leurs journées de maladie accumulées jusqu'à ce que leur banque soit épuisée.

Notes complémentaires 31 mars 2009

(en milliers de dollars)

Obligations relatives aux congés de maladie

Le Vérificateur général du Québec a modifié au cours de l'exercice sa méthode d'évaluation des obligations relatives aux congés de maladie accumulés. Ces obligations sont dorénavant évaluées selon une méthode actuarielle qui tient compte de la répartition des prestations constituées. Ce changement d'estimation comptable a eu pour effet de diminuer de 341 000 \$ la valeur de l'obligation au 31 mars 2009. L'effet de ce changement a été comptabilisé prospectivement aux résultats de l'exercice.

•	2009	2008
Solde au début	3 527	3 339
Charges de l'exercice	278	443
Prestations versées au cours de l'exercice	(301)	(255)
Solde à la fin	3 504	3 527

Évaluation

Le programme d'accumulation de congés de maladie a fait l'objet d'une actualisation sur la base notamment des estimations et des hypothèses économiques à long terme suivantes au 31 mars 2009 :

Taux d'indexation	2%	
Taux d'actualisation	2,53% à 5,43%	
Durée résiduelle moyenne d'activité des salariés actifs	15 ans	

9. Produits reportés pour les immobilisations corporelles

	2009	2008
Solde au début	1 205	1 096
Crédits parlementaires pour l'acquisition d'immobilisations corporelles	324	534
Virement aux produits de l'exercice	(379)	(425)
Solde à la fin	1 150	1 205

10. Engagements

Le Vérificateur général du Québec a des contrats de services professionnels et loue des locaux et de l'équipement en vertu de contrats de location-exploitation expirant de février 2010 à mars 2014. Les engagements futurs s'établissent comme suit:

nars 2010	1 466
2011	1 292
2012	914
2013	251
2014	5
	3 928
	2012 2013 2014

11. Opérations entre apparentés

En plus des opérations entre apparentés déjà divulguées dans les états financiers et comptabilisées à la valeur d'échange, le Vérificateur général du Québec est apparenté aux fins comptables avec tous les ministères et les fonds spéciaux ainsi qu'avec tous les organismes et entreprises contrôlés directement ou indirectement par le gouvernement du Québec ou soumis, soit à un contrôle conjoint, soit à une influence notable commune de la part du gouvernement du Québec. Le Vérificateur général du Québec n'a conclu aucune opération commerciale avec ces apparentés autrement que dans le cours normal de ses activités et aux conditions commerciales habituelles. Ces opérations ne sont pas divulguées distinctement aux états financiers. Le Vérificateur général du Québec s'assure de son indépendance et de son objectivité lorsqu'il effectue de telles opérations.

Les membres du personnel du Vérificateur général du Québec participent au Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RREGOP), au Régime de retraite des fonctionnaires (RRF) ou au Régime de retraite du personnel d'encadrement (RRPE). Ces régimes interentreprises sont à prestations déterminées et comportent des garanties à la retraite et au décès. Le Vérificateur général du Québec n'assume aucune cotisation à titre d'employeur et n'a aucune obligation envers ces régimes gouvernementaux. Le coût de ces avantages sociaux, défrayé à même les crédits du Secrétariat du Conseil du trésor, entité sous contrôle comptable commun, n'est pas présenté à l'état des résultats.

12. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de l'exercice 2008 ont été reclassés pour rendre leur présentation comparable à celle adoptée en 2009.

Annexe 1 – Liste des entités assujetties à la Loi sur le vérificateur général ayant produit des états financiers vérifiés

Cette liste énumère les entités dont les états financiers ont été vérifiés par le Vérificateur général au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2009 (incluant les covérifications). Elle énumère aussi les entités assujetties à la *Loi sur le vérificateur général* dont les états financiers ont été vérifiés par un autre vérificateur, d'après les renseignements figurant dans nos dossiers. Les nouvelles entités par rapport à la liste relative à l'exercice précédent sont en gras.

Sont exclues de la liste:

- les entités qui ont commencé leurs activités au cours de l'exercice et qui n'ont pas produit d'états financiers vérifiés :
- les entités inactives :
- les filiales ou sociétés administrées qui n'ont pas produit d'états financiers vérifiés ;
- les entités dont les dépenses ont été prises en charge par les ministères à même le Fonds consolidé du revenu et qui n'ont pas produit d'états financiers vérifiés.

Les états financiers de la plupart des organismes et entreprises du gouvernement (exception faite des filiales et des sociétés qu'ils administrent) paraissent dans la publication annuelle du ministère des Finances intitulée États financiers des organismes et des entreprises du gouvernement du Québec.

Organismes publics selon l'article 3 de la Loi sur le vérificateur général et fonds administrés

États financiers vérifiés par le Vérificateur général:

- Commission de la fonction publique
- Fondation Jean-Charles-Bonenfant
- Gouvernement du Québec Fonds administrés (3):
 - Direction principale des biens non réclamés
 - Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'œuvre
 - · Fonds en fidéicommis

Organismes du gouvernement selon l'article 4 de la Loi sur le vérificateur général et fonds administrés

États financiers vérifiés par le Vérificateur général:

Agence de la santé et des services sociaux (15):

- de Chaudière-Appalaches
- de l'Abitibi-Témiscamingue
- de la Capitale-Nationale
- de la Côte-Nord
- de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
- de la Mauricie et du Centre-du-Québec
- de la Montérégie
- de Lanaudière
- de Laval
- de l'Estrie

- de l'Outaouais
- de Montréal
- . : des Laurentides
- du Bas-Saint-Laurent
- du Saguenay-Lac-Saint-Jean
- Agence des partenariats public et privé du Québec
- Bibliothèque et Archives nationales du Québec
- Bureau de décision et de révision en valeurs mobilières
- Centre de services partagés du Québec

Organismes du gouvernement selon l'article 4 de la Loi sur le vérificateur général et fonds administrés (suite)

- · Comité de déontologie policière
- · Comité Entraide secteurs public et parapublic
- · Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances
- · Commission de la capitale nationale du Québec
- · Commission de la santé et de la sécurité du travail Fonds administré:
 - Fonds de la santé et de la sécurité du travail
- · Commission des lésions professionnelles
- · Commission des normes du travail
- Commission des relations du travail
- Commission des transports du Québec
- · Conseil de gestion de l'assurance parentale Fonds administré:
 - · Fonds d'assurance parentale
- · Conseil des arts et des lettres du Québec
- Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec
- · Corporation d'urgences-santé
- Curateur public du Québec
- École nationale des pompiers du Québec
- · Fonds d'aide aux recours collectifs
- · Fonds de la recherche en santé du Québec
- · Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies
- · Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture
- · Héma-Québec
- Institut de la statistique du Québec
- Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec

- · Institut national de santé publique du Québec
- La Financière agricole du Québec1 Fonds administré:
 - · Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers
- Musée d'Art contemporain de Montréal
- Musée de la civilisation
- Musée national des beaux-arts du Québec
- Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris
- · Office des professions du Québec
- Office Québec-Amériques pour la jeunesse
- · Régie de l'assurance maladie du Québec Fonds administré:
 - Fonds de l'assurance médicaments
- Régie des installations olympiques²
- · Régie des rentes du Québec
- · Régie du bâtiment du Québec
- · Régie du cinéma
- Services Québec
- Société de développement des entreprises culturelles (SODEC)
- Société de la Place des Arts de Montréal
- · Société des traversiers du Québec
- Société de télédiffusion du Québec (Télé-Québec)
- Société d'habitation du Québec
- Société du Centre des congrès de Québec
- Société du Grand Théâtre de Québec³
- Société du Palais des congrès de Montréal
- Société immobilière du Québec
- Société québécoise d'assainissement des eaux
- Tribunal administratif du Québec

États financiers vérifiés par le Vérificateur général et un autre vérificateur (covérification):

Investissement Québec⁴

- · Société de l'assurance automobile du Québec Fonds administré:
 - Fonds d'assurance automobile du Québec

^{1.} Cet organisme contrôle une filiale figurant dans la liste des entreprises du gouvernement sous le titre « Filiale de La Financière agricole

^{2.} Cet organisme figurait l'an dernier dans la liste des organismes du gouvernement dont les états financiers avaient été vérifiés par un autre vérificateur.

^{3.} Cet organisme figurait l'an dernier dans la liste des entreprises du gouvernement.

^{4.} Cet organisme contrôle six filiales figurant dans la liste des entreprises du gouvernement sous le titre «Filiales d'Investissement Québec », dont quatre dans la section présentant celles dont les états financiers ont été vérifiés par un autre vérificateur.

Organismes du gouvernement selon l'article 4 de la Loi sur le vérificateur général et fonds administrés (suite)

États financiers vérifiés par un autre vérificateur:

- Commission des services juridiques
 Fonds de soutien à la réinsertion sociale de l'établissement de détention (18):
 - · d'Amos
 - · de Baie-Comeau
 - · de Chicoutimi
 - · de Hull
 - de Montréal (Bordeaux)
 - · de New-Carlisle
 - de Québec (secteur féminin)
 - · de Québec (secteur masculin)
 - · de Rimouski

- · de Rivière-des-Prairies
- · de Roberval
- · de Saint-Jérôme
- · de Sept-Îles
- · de Sherbrooke
- · de Sorel
- · de Trois-Rivières
- · de Valleyfield
- · Maison Tanguay
- Office Québec Wallonie-Bruxelles pour la jeunesse
- Société nationale de l'amiante
- Société nationale du cheval de course⁵

Entreprises du gouvernement selon l'article 5 de la Loi sur le vérificateur général et sociétés administrées

États financiers vérifiés par le Vérificateur général:

- Agence de l'efficacité énergétique⁶
- Agence métropolitaine de transport⁷
- · Autorité des marchés financiers
- Caisse de dépôt et placement du Québec
- Centre de recherche industrielle du Québec
- Commission de la construction du Québec
- · Corporation d'hébergement du Québec
- École nationale de police du Québec
- Filiale de La Financière agricole du Québec⁸:
 - Capital Financière agricole inc.

Filiales d'Investissement Québec⁸ (2):

- · IO FIFR inc
- La Financière du Québec
- · Financement-Québec
- · Fondation de la faune du Québec
- Fonds d'indemnisation du courtage immobilier
- · Immobilière SHQ

- Régie de l'énergie
- Société de développement de la Baie James
- Société de financement des infrastructures locales du Québec
- Société des établissements de plein air du Québec⁷
- Société des loteries du Québec (Loto-Québec)
 Filiale:
 - La Société des bingos du Québec inc.
- Société du parc industriel et portuaire de Bécancour
- Société Innovatech du Grand Montréal
- · Société Innovatech du sud du Québec
- Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches
- Société Innovatech Régions ressources
- Société québécoise de récupération et de recyclage
- · Société québécoise d'information juridique

^{5.} Les états financiers vérifiés n'avaient pas été produits au 31 mars 2009.

^{6.} Cette entreprise figurait l'an dernier dans la liste des organismes du gouvernement.

^{7.} Cette entreprise figurait l'an dernier dans la liste des entreprises du gouvernement dont les états financiers avaient été vérifiés par un autre vérificateur.

^{8.} La société mère figure dans la liste des organismes du gouvernement.

Entreprises du gouvernement selon l'article 5 de la Loi sur le vérificateur général et sociétés administrées (suite)

États financiers vérifiés par le Vérificateur général et un autre vérificateur (covérification):

Société des alcools du Québec⁷

· Société générale de financement du Québec

États financiers vérifiés par un autre vérificateur:

Filiales d'Investissement Québec⁸ (4):

- 9037-6179 Québec inc.⁹
- 9071-2076 Québec inc.9
- 9109-3294 Québec inc.⁹
- IQ Immigrants Investisseurs inc.9

Filiales et sociétés administrées canadiennes

de la Caisse de dépôt et placement du Québec¹⁰ (33):

- Cadbridge Investors LP
- · Cadim inc.
- CDP Capital-Financement
- CDP Capital-Technologies Fonds américain 2002, S.E.C.
- CDP Financière inc.
- · Financière Équidim inc.
- Fonds de résidences Maestro, S.E.C.
- Fonds de résidences Maestro II, S.E.C.
- Fonds de résidences Maestro III, S.E.C.
- · Gestion Sodémex inc.
- GSS LA (Canada) inc.
- Ivanhoé Cambridge inc.
- Ivanhoé Cambridge II inc.
- MCAP Commercial Limited Partnership
- N-46 Émetteur de Billets A-B inc.
- Northstar Hospitality Limited Partnership
- · Noverco inc.
- Première corporation émettrice de TACHC N-45°
- · Presima inc.
- S.E.C. 901 Square Victoria
- · S.E.C. Maestro
- SITQ É.U. inc.
- · SITQ É.U., S.E.C.

- · SITQ Industriel III inc.
- SITQ International inc.
- · SITO Mexique inc.
- · SITQ National inc.
- SITQ Placements inc.
- SITQ Vancouver inc.
- · Société Aéroportuaire Britannia, S.E.C.
- · Sodémex, S.E.C.
- · Sodémex II, S.E.C.
- · Trencap, S.E.C.

Filiales et sociétés administrées étrangères de la Caisse de dépôt et placement du Québec¹⁰ (49):

	Allemagne	16
•]	Belgique	1
•]	Bermudes (territoire d'outre-mer	
	du Royaume-Uni)	4
•]	États-Unis	11
•]	France	8
• ĵ	les Cayman	5
•]	Luxembourg	3
•]	Royaume-Uni (Angleterre)	1

- Fondation universitaire de l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal
- Fondation universitaire de l'Institution royale pour l'avancement des sciences (Université McGill)
- Fondation universitaire de l'Université de Montréal
- Fondation universitaire de l'Université du Québec

Cette entreprise figurait l'an dernier dans la liste des entreprises du gouvernement dont les états financiers avaient été vérifiés par un autre vérificateur.

^{8.} La société mère figure dans la liste des organismes du gouvernement.

Cette filiale figurait l'an dernier dans la liste des entreprises du gouvernement dont les états financiers avaient été vérifiés par le Vérificateur général.

Les filiales ou les sociétés administrées de cette entreprise sont présentées selon l'information datant du 31 décembre 2007, telle que consignée dans nos dossiers.

^{11.} Le nombre de filiales et sociétés administrées étrangères de cette entreprise est passé de 57 à 49.

Entreprises du gouvernement selon l'article 5 de la Loi sur le vérificateur général et sociétés administrées (suite)

- Hydro-Québec¹⁰
 - Filiales et sociétés administrées canadiennes (18):
 - · Betsiamites, S.E.C.
 - · Chute Bell, S.E.C.
 - · Gescompro Énergie inc.
 - · Gestion Production HQ inc.
 - HQI Australie inc. (Québec)
 - · HQ Puno Limited
 - · Hydro-Québec IndusTech inc.
 - Hydro-Québec International inc.
 - · Hydro-Québec ValTech inc.
 - · La Compagnie d'électricité Shawinigan
 - Marketing d'Énergie HQ inc.
 - · Nattrans Limited
 - · Sept-Chutes, S.E.C.
 - Société d'énergie de la Baie James
 - Société de Transmission Électrique de Cedars Rapids Itée

- TM4 inc.
- TransÉnergie HQ inc.
- TransÉnergie Technologies inc.

Filiales étrangères:

- 412, dans des pays différents
- Office franco-québécois pour la jeunesse Filiales de la Société générale de financement du Québec¹⁰ (6):
 - · Albecour inc.
 - · C.D.M.V. inc.
 - Centre d'insémination porcine du Québec (C.I.P.Q.) inc.
 - · Gestion forestière Lacroix inc.
 - · Rexforêt inc.
 - · SOQUEM inc.

Autres entités

États financiers vérifiés par le Vérificateur général:

- Cautionnements individuels des agents de voyages¹³
- Commissaire de l'industrie de la construction
- Fonds d'assurance-garantie administré par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec
- Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages¹³
- Société du port ferroviaire de Baie-Comeau– Hauterive (SOPOR)

Les filiales ou les sociétés administrées de cette entreprise sont présentées selon l'information datant du 31 décembre 2007, telle que consignée dans nos dossiers.

^{12.} Le nombre de filiales étrangères de cette entreprise est passé de 6 à 4.

^{13.} Cette entité ou ce fonds est administré par l'Office de la protection du consommateur.

Répartition

Sommaire des entités dont les états financiers ont été vérifiés par le Vérificateur général du Québec (VGQ) ou par un autre vérificateur

gisters des a contracte de service com delle espara i tradition delle septembre de second a secondo della se		2008-2009		2007-2008			2006-2007		
	VGQ*	Autre	Total	VGQ*	Autre	Total	VGQ	Autre	Total
Organismes publics et fonds administrés	6	oue	6	7	-	7	8	-	8
Organismes du gouvernement et fonds administrés	73	22	95	76	5	81	76	4	80
Entreprises du gouvernement et sociétés administrées	30	120	150	39	129	168	38	141	179
Autres entités	5	-	5	5	_	5	5	-	5
Total	114"	142	256	127"	134	261	127"	145	272

^{*} Les entités visées par une covérification sont incluses.

Les entités suivantes, qui figuraient dans la liste de l'exercice précédent, ont été retirées:

- Comité de la rémunération des juges de la Cour Filiales étrangères d'Hydro-Québec: du Québec et des cours municipales
- Commission d'accès à l'information
- Commission de reconnaissance des associations d'artistes et des associations de producteurs

Filiales et sociétés administrées canadiennes de la Caisse de dépôt et placement du Québec (2):

- Deerfoot Mall (Calgary) Limited
- Ivanhoé-Price and Company Limited

Filiales et sociétés administrées étrangères de la Caisse de dépôt et placement du Québec :

• 8 entités retirées

Filiales et sociétés administrées canadiennes d'Hydro-Québec (3):

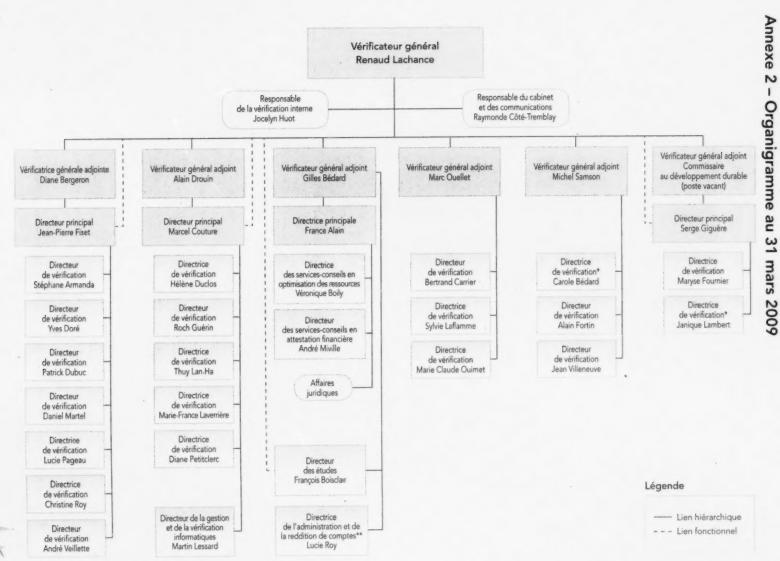
- · Snemo Distribution inc.
- · Snemo Itée
- Société d'études et de production de matériel électrique et électronique ltée (Sepmée)

· 2 entités retirées

Filiales de la Société des loteries du Québec (Loto-Québec) (9):

- 9059-3849 Québec inc.
- Casiloc inc.
- Ingenio, filiale de Loto-Québec inc.
- La Société des casinos du Québec inc.
- La Société des loteries vidéo du Québec inc.
- Lotim inc.
- · Resto-Casino inc.
- Technologie Nter inc.
- Technologie Nter, S.E.C.
- Régie du logement
- · Registraire des entreprises

^{**} Certaines entités ont fait l'objet de plus d'une intervention.





^{**} Cette direction inclut le Service des ressources humaines et le Service des ressources financières et matérielles.

Annexe 3 – Interventions relatives à la vérification de l'optimisation des ressources publiées en 2008-2009

Vérifications courantes

- Régie des alcools, des courses et des jeux: performance, délivrance des permis et surveillance
- Protecteur du citoyen
- Relations d'affaires des cégeps avec des partenaires¹
- · Interventions gouvernementales dans le secteur minier
- Soutien financier aux organismes communautaires accordé par le ministère de la Santé et des Services sociaux et les agences de la santé et des services sociaux¹
- Interventions en matière d'habitation
- Planification du transport et de l'aménagement dans la région métropolitaine de Montréal¹
- Application de la Loi sur le développement durable : 20081

Vigie

· Projets de modernisation des centres hospitaliers universitaires de Montréal

Vérification particulière

 Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale concernant la vérification particulière menée auprès de l'Université du Québec à Montréal.
 Partie II – Principaux facteurs responsables des pertes de l'Université du Québec à Montréal

Suivis de vérifications de l'optimisation des ressources

- Régime général d'assurance médicaments
- Qualité de l'information sur la performance

Autres travaux

- Portrait du réseau de l'enseignement collégial Observations du vérificateur général
- Mandats des dirigeants et des administrateurs nommés par le gouvernement
- Simulations relatives au calcul de l'aide financière accordée aux étudiants
- Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances

Ces vérifications ont été réalisées auprès de ministères ou d'organismes disposant d'un budget des dépenses supérieur à un milliard de dollars.

Annexe 4 – Missions de vérification financière confiées à des cabinets d'experts-comptables du secteur privé et honoraires professionnels (en dollars)

			Honoraires professionnels assumés par :			
			le Vérificateur général		les entités*	
		Nombre d'interventions	s 2008-2009	2007-2008	2008-2009	2007-2008
1	Agence de l'efficacité énergétique	1			20 770	16 800
	Agences de la santé et des services sociaux :					
2	de Chaudière-Appalaches	3	38 500	35 500		
3	de l'Abitibi-Témiscamingue	3	29 000	22 000		
4	de la Capitale-Nationale	3	35 500	34 500		
5	• de la Côte-Nord	3	20 000	16 500		
6	de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	3	20 000	18 500		
7	• de la Mauricie et du Centre-du-Québec	3	33 500	31 500		
8	de la Montérégie	3	58 500	29 350		
9	de Lanaudière	3	38 000	34 000		
10	de Laval	3	40 000	34 000		
11	• de l'Estrie	3	. 47 000	40 000		
12	de l'Outaouais	3	36 000	22 500		
13	de Montréal	3	62 500	56 000		
14	des Laurentides	3	42 000	38 000		
15	du Bas-Saint-Laurent	3	23 000	23 000		
16	du Saguenay–Lac-Saint-Jean	3	25 000	22 700		
17	Centre de recherche industrielle du Québec	1	27 500	28 750		
18	Commissaire de l'industrie de la construction	1	10 000	7 235		
19	Commission de la capitale nationale du Québec	1	39 800	34 500		
20	Commission de la construction du Québec	14			320 650	339 000
21	Commission de la santé et de la sécurité du travail	1	}		355 000	. 368 375
22	et Fonds de la santé et de la sécurité du travail	1				
23	Commission des lésions professionnelles	1			17 500	19 250
24	Commission des normes du travail	1			17 500	17 500
25	Commission des relations du travail	1	18 500	17 820		
26	Commission des transports du Québec	1	20 000	14 000		
27	Conseil des arts et lettres du Québec	8	21 000	-		
28	Corporation d'urgences-santé	3	60 190	43 750		
	Fondation de la faune du Québec		-	19 500		

^{*} Ces coûts ont été établis à partir des informations figurant dans les dossiers du Vérificateur général.

Annexe 4 – Missions de vérification financière confiées à des cabinets d'experts-comptables du secteur privé et honoraires professionnels (en dollars) (suite)

	the second of th	Honoraires professionnels assumés par :				s par:
			le Vérificateur général		les entités*	
		Nombre d'interventions	2008-2009	2007-2008	2008-2009	2007-2008
29	Fonds d'assurance-garantie administré par la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	1			15 000	12 650
30	Fonds de la recherche en santé du Québec	1	25 000	24 500		
31	Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages	1		}	16 000	20 600
32	et Cautionnements individuels des agents de voyages	1		J		2 000
33	Fonds d'indemnisation du courtage immobilier	1			8 000	8 000
34	Fonds québécois de la recherche sur la nature et les technologies	1	11 575	18 500		
35	Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture	1	11 575	18 500		
36	Institut de la statistique du Québec	1	24 650	22 775		
37	Institut national de santé publique du Québec	1	22 100	21 400		
38	Musée d'Art contemporain de Montréal	1	28 000	-		
39	Musée de la civilisation	1	27 000	23 500		
40	Musée national des beaux-arts du Québec	1	32 000	24 500		
41	Office des professions du Québec	1			15 880	15 00
42	Office Québec-Amériques pour la jeunesse	1	10 000	9 450		
43	Régie du bâtiment du Québec	1			60 000	70 00
44	Régie du cinéma	1			18 500	18 50
•	Régie du logement		_	11 000		
45	Société de développement de la Baie James	1			34 000	39 90
46	Société de développement des entreprises culturelles (SODEC)	. 1	136 000	133 000		
47	Société des traversiers du Québec	1	25 000	25 000		
48	Société de télédiffusion du Québec (Télé-Québec)	1	86 000	86 000)	
49	Société du Centre des congrès de Québec	1	19 000	18 300)	
50	Société du Palais des congrès de Montréal	1	42 000	48 000)	

^{*} Ces coûts ont été établis à partir des informations figurant dans les dossiers du Vérificateur général.

Annexe 4 – Missions de vérification financière confiées à des cabinets d'experts-comptables du secteur privé et honoraires professionnels (en dollars) (suite)

	and the second	Andrews and the second	Honora	aires professi	onnels assum	nés par :
		le Vérificateur général		les entités*		
		Nombre d'intervention	s 2008-2009	2007-2008	2008-2009	2007-2008
51	Société du parc industriel et portuaire de Bécancour	1			12 000	11 500
52	Société du port ferroviaire de Baie-Comeau- Hauterive (SOPOR)	1			4 750	4 750
53	Société Innovatech du sud du Québec	1			11 500	14 000
54	Société Innovatech Québec et Chaudière-Appalaches	1			25 500	36 000
55	Société québécoise d'information juridique	1			52 000	52 000
56	Tribunal administratif du Québec	1	16 000	24 000		
Tota		108	1 261 390	1 132 030	1 004 550	1 063 825

^{*} Ces coûts ont été établis à partir des informations figurant dans les dossiers du Vérificateur général.

^{**} Ces montants représentent les coûts complets de la vérification. Par conséquent, ils diffèrent de ceux figurant dans les états financiers puisque les mandats se réalisent sur deux exercices financiers du Vérificateur général.

Annexe 5 – État de situation portant sur le plan d'action en développement durable du Vérificateur général

Objectifs	Indicateurs	Cibles	Resultats au 31 mars 2009
Prendre en compte des indicateurs complémentaires au PIB dans les travaux du VGQ	Nombre de rapports de VOR traitant du concept de l'économie écologique	Un rapport de VOR d'ici décembre 2009	Après avoir analysé la situation et pris connaissance du concept, nous avons décidé de ne pas mettre l'accent sur ce concept dans les prochaines VOR.
Prendre en compte les	Pourcentage des missions	100 p. cent des VOR	100 p. cent
principes du développement durable dans la planification des missions de vérification	de vérification proposées aux autorités du VGQ dans lesquelles un lien est fait avec les principes du développement durable	proposées par le CDD en 2008	Une seule vérification visée, soit celle portant sur les inter- ventions gouvernementales dans le secteur minier
Intégrer l'utilisation d'outils de gestion pertinents dans	Nombre de missions dans lesquelles ce type d'outils	50 p. cent des VOR du CDD en 2008	100 p. cent des VOR reliées à cet indicateur
la réalisation des missions de vérification	est utilisé		Pour la mission portant sur la planification du transport et de l'aménagement dans la région métropolitaine de Montréal, nous nous sommes inspirés de l'évaluation environnementale stratégique pour déterminer les critères d'évaluation et formuler les constatations; pour la mission concernant les interventions gouvernementales dans le secteur minier, nous avons considéré le concept du cycle de vie pour définir les critères d'évaluation et faire les constatations.
Confirmer si le gouvernement et les entités prennent	Pourcentage des rapports de VOR incluant des constats	50 p. cent des rapports de VOR du CDD en 2008	100 p. cent des VOR reliées à cet indicateur
et les entites premiers le virage à l'égard d'un développement qui intègre les principes de la LDD	sur la capacité des entités à déterminer les éléments non viables de leur gestion		Les deux rapports de VOR produits au cours de 2008-2009 (Interventions gouvernementales dans le secteur minier et Planification du transport et de l'aménagement dans la région métropolitaine de Montréal) permettent de soulever des problèmes quant à la capacit des entités à s'adapter à un développement plus durable.

Annexe 5 – État de situation portant sur le plan d'action en développement durable du Vérificateur général (suite)

Objectifs	Indicateurs	Cibles	Résultats au 31 mars 2009
S'assurer que les entités assujetties respectent la LDD	Pourcentage des entités véri- fiées ayant un plan d'action contenant des objectifs, des indicateurs de résultats, des cibles et un échéancier	En fonction des exigences gouvernementales qui seront établies	Les plans d'action exigés pour le 31 mars 2009 seront examinés dans l'exercice 2009-2010.
	Pourcentage des indicateurs gouvernementaux de développement durable jugés pertinents et de qualité	100 p. cent des indicateurs élaborés en 2008 jugés pertinents et de qualité	Le document concernant les indicateurs n'avait pas encore été rendu public au 31 mars 2009. Toutefois, des commentaires ont été présentés au ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs dans le cadre d'un rapport à la gestion.
	Pourcentage des entités vérifiées dont la reddition de comptes à l'égard du plan d'action est jugée pertinente et suffisante	En fonction des exigences gouvernementales qui seront établies	s.o.
Favoriser la connaissance et l'appropriation du concept du développement durable et des principes y afférents par le personnel de vérification	Pourcentage des employés de vérification ayant suivi la formation	75 p. cent des employés d'ici la fin de 2009	Après mûre réflexion, nous avons décidé que l'objectif et l'indicateur s'appliqueraient à l'ensemble du personnel et non uniquement au personnel de vérification. Notons que des cours sont aussi prévus pour 2009-2010.
	Pourcentage des employés jugeant suffisant leur degré de connaissance du contenu de la loi et des principes	50 p. cent des employés jugeant suffisant leur degré de connaissance à la fin de 2009	s.o.
Étendre l'appropriation et l'application des principes du développement durable dans les autres directions de vérification	Nombre de VOR des autres directions auxquelles le personnel du CDD participe	5 mandats de VOR d'ici la fin de 2009	Le personnel du CDD a participé à trois mandats.

Annexe 5 – État de situation portant sur le plan d'action en développement durable du Vérificateur général (suite)

Objectifs	Indicateurs	Cibles	Résultats au 31 mars 2009
Permettre au VGQ de commencer à appliquer les principes du développement durable dans ses activités administratives et dans ses missions de vérification	Nombre de nouvelles mesures pour l'écologisation des activités	3 mesures en juin 2008	 Quatre mesures ont été entérinées: Achat de papier recyclé à 100 p. cent; Priorité à la location de véhicules moins énergivores; Privilège accordé à la location de chambres d'hôtel « Clé verte »; Mise en place d'un comité d'écocivisme.
	Nombre de rapports de VOR contenant des commentaires liés aux principes du développement durable	100 p. cent des rapports du CDD	100 p. cent des rapports du CDD publiés le 1 ^{er} avril 2009
S'assurer que tous les	Pourcentage des principes	100 p. cent des principes	100 p. cent
principes du développement durable seront considérés dans le prochain plan stratégique	du développement durable pris en compte	de la LDD	L'analyse des principes inclus dans la LDD et des objectifs figurant dans la Stratégie gouvernementale de développement durable 2008-2013 a permis de prendre en compte dans le Plan stratégique 2009-2012 tous les principes considérés comme pertinents.
CDD Commissaire au développement durable LDD Loi sur le développement durable		PIB Produit intérieur brut VGQ Vérificateur général d	u Québec

Annexe 6 - Rapports de vérification contenant une restriction ou un commentaire

Commission de la construction du Québec (commentaire au 31 décembre 2007)

«La Loi sur les régimes complémentaires de retraite (L.R.Q., chapitre R-15.1) prévoit des dispositions relatives au financement et à l'évaluation de la solvabilité des régimes de retraite. [...] la Commission n'applique pas ces dispositions. Selon la direction de la Commission, [...] l'application stricte de cette loi en 2007 n'entraînerait aucune cotisation additionnelle.»

Comité Entraide – secteurs public et parapublic (restriction au 31 décembre 2007)

«Comme c'est le cas de nombreux organismes de bienfaisance, le Comité Entraide obtient une partie importante de ses produits sous forme de souscriptions au comptant et pour lesquels il n'est pas possible de vérifier l'intégralité de façon satisfaisante. Par conséquent, ma vérification de ces produits s'est limitée aux montants comptabilisés dans les comptes du Comité Entraide et je n'ai pu déterminer si certains redressements auraient dû être apportés aux produits de souscriptions au comptant, à l'actif à court terme et aux sommes cumulées à distribuer aux partenaires philanthropiques.»

Chacune des 15 agences de la santé et des services sociaux (commentaire au 31 mars 2008)

«Le rapport financier annuel, qui n'a pas été établi et qui n'avait pas à être établi, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, est fourni uniquement à titre d'information et pour être utilisé par le ministère de la Santé et des Services sociaux et les administrateurs de l'Agence conformément à l'article 395 de la Loi sur les services de santé et les services sociaux. Ce rapport annuel n'est pas destiné à être utilisé, et ne doit pas l'être par des personnes autres que les utilisateurs déterminés ni à aucune autre fin que les fins auxquelles il a été établi. »

Annexe 7 – Informations portant sur les activités d'autres vérificateurs législatifs tirées des rapports 2007-2008

Bureau du vérificateur général du Canada

- Au cours de 2007-2008, le Bureau du vérificateur général du Canada a réalisé environ 152 vérifications d'états financiers, vérifications de gestion, examens spéciaux et autres rapports.
- Le Bureau n'a exprimé aucune réserve lors de ses vérifications des états financiers des organisations fédérales en 2006-2007 et en 2007-2008. Par contre, il a publié cette année deux rapports de vérification d'entités territoriales contenant des réserves; dans les deux cas, une réserve avait aussi été formulée lors de la vérification de l'exercice précédent.
- Presque tous les parlementaires que le Bureau a sondés croient que ses travaux de vérification de gestion offrent «souvent» ou «presque toujours» une valeur ajoutée pour eux dans les principaux secteurs sur lesquels il demande leur avis.
- Les comités parlementaires ont examiné 56 p. cent des rapports de vérification de gestion du Bureau, comparativement aux proportions quasi record de 66 p. 100 en 2006-2007 et de 52 p. 100 en 2005-2006. Il a participé à 33 audiences et séances d'information de comités parlementaires sur une période pendant laquelle le Parlement a siégé 113 jours.
- Des recommandations formulées dans des rapports de vérification de gestion qui ont été déposés quatre ans auparavant, les ministères ont déclaré en avoir entièrement mis en œuvre 55 p. cent et en avoir mis en œuvre dans une large mesure 29 p. cent. Ces résultats sont tirés de l'information reçue des organisations; celle-ci est fournie volontairement, mais le Bureau l'étudie tout de même pour s'assurer qu'elle concorde avec ce qu'il connaît de l'organisation. Celui-ci juge qu'une période de quatre ans constitue un délai raisonnable pour qu'une organisation mette entièrement en œuvre ses recommandations.
- Pour ce qui est des examens spéciaux, le Bureau a constaté cette année que l'on a tenu compte dans une proportion de 50 p. 100 des lacunes importantes signalées.
- Pour réunir un effectif représentatif de la population canadienne, le Bureau a augmenté les niveaux relatifs de représentation des quatre groupes désignés; trois d'entre eux dépassent maintenant leur niveau de représentation dans la collectivité. Il a augmenté la représentation des minorités visibles à 83 p. 100 de leur disponibilité au sein de la population active.
- Les deux revues internes des pratiques qui ont été faites montrent que les vérifications de gestion effectuées sont conformes aux normes professionnelles et au cadre de gestion de la qualité.
- Les ministres fédéraux doivent répondre aux pétitions en matière d'environnement dans un délai de 120 jours. En 2007-2008, le Bureau a reçu 52 pétitions. Les ministres ont répondu à temps à 84 p. 100 des pétitions reçues.
- Au cours de l'été 2007, une équipe a été formée pour donner des conseils sur l'environnement et le développement durable, et de l'aide à la vérification.

- Les résultats du sondage auprès des employés en 2008 montrent que 88 p. cent de ceux-ci estiment que le Bureau est un employeur supérieur à la moyenne et qu'il est l'un des meilleurs milieux dans lequel travailler.
- Le pourcentage des salaires et des avantages sociaux par rapport au coût total de fonctionnement a été de 75 p. cent (le Bureau a compté 608 équivalents temps complet au cours de 2007-2008) et le coût des services professionnels a été de 9 p. cent.
- Les dépenses totales de fonctionnement pour 2007-2008 se sont élevées à 93,1 millions de dollars. Le tableau A présente leur répartition.

Tableau A
Dépenses de fonctionnement (en millions de dollars)

	2007-2008	2006-2007	2005-2006
Vérifications de gestion et études	39,5	44,0	42,6
Vérification des états financiers des sociétés d'État, des gouvernements territoriaux et d'autres organisations	29,6	26,6	23,5
Vérification des états financiers sommaires du gouvernement du Canada	5,2	4,7	4,8
Examens spéciaux des sociétés d'État	6,8	4,3	4,6
Surveillance des activités de développement durable et des pétitions en matière d'environnement	3,2	2,8	2,4
Évaluations des rapports sur le rendement des agences	1,0	1,1	1,1
Méthodes professionnelles	7,8	7,5	7,4
Total	93,1	91,0	86,4

Source: Bureau du vérificateur général du Canada.

- Le Bureau a terminé 86 p. 100 de ses vérifications de 2007-2008 dans les délais fixés.
- Le pourcentage des travaux de vérification qui ont été effectués dans le nombre d'heures prévues a varié de 25 à 54 p. cent selon la nature des travaux. Il est à noter que, pour respecter le budget, les heures réelles nécessaires pour effectuer une vérification ne doivent pas dépasser de plus de 15 p. cent les heures prévues dans le budget.
- Le taux de maintien en poste du personnel de vérification était de 86 p. cent. Il est resté le même qu'au cours de l'année précédente.

Vérificateur général de l'Alberta

- Le Vérificateur général a continué à faire face à deux défis de taille: le taux de roulement élevé du personnel, les nouvelles normes de vérification mises en place par l'ICCA. Ces deux défis ont nécessité un investissement de 14 000 heures de plus (11 p. cent) que ce qui était nécessaire il y a 2 ans pour terminer des travaux de vérification.
- En 2007-2008, le Vérificateur général a commencé des travaux afin de réduire le temps consacré à certains mandats et il espère bénéficier de ces efforts en termes d'efficience et d'efficacité dans ses vérifications.

- Deux des indicateurs de performance donnent le pourcentage de vérifications financières et de l'optimisation des ressources pour lesquelles il a réussi à respecter le budget.
 - Vérifications financières: des 144 projets de plus de 200 heures, 63 p. cent ont été menés à l'intérieur du budget ou l'ont excédé de moins de 10 p. cent. Les nouvelles normes de vérification et la rotation du personnel, spécialement en ce qui concerne les directeurs (manager level), expliquent cette situation.
 - Vérifications de l'optimisation des ressources: le budget prévu a été respecté pour 57 p. cent des vérifications.
- Des 42 recommandations faites dans l'année courante, 38 ont été acceptées, soit 91 p. cent.
- Parmi les recommandations faites avant 2003-2004, 26 recommandations n'ont pas encore été appliquées; pour 25 d'entres elles, les progrès ont été jugés satisfaisants et, pour la dernière, les progrès ont été insatisfaisants. En ce qui concerne les recommandations de plus de 3 ans, soit les 27 formulées avant 2004-2005, les progrès ont été considérés comme satisfaisants pour 25 d'entre elles et, pour les 2 autres, les progrès ont été insatisfaisants.
- Le pourcentage des salaires et des avantages sociaux par rapport aux coûts totaux de fonctionnement a été de 89 p. cent. L'organisation comptait 122 équivalents temps complet en 2007-2008.
- Les dépenses totales de fonctionnement se sont élevées à 19,8 millions de dollars, 78 p. cent ayant été consacrées à la vérification financière et 22 p. cent, à la vérification de l'optimisation des ressources.
- En 2007-2008, 22 p. cent du personnel professionnel expérimenté a quitté l'organisation.
 L'embauche de nouveaux employés permanents ou temporaires a requis beaucoup d'heures supplémentaires de la part du personnel déjà en poste pour l'encadrement et la supervision.
- Un sondage sur la satisfaction des employés est réalisé tous les deux ans. Le résultat obtenu a été de 78 p. cent, soit un point de plus que le résultat du précédent sondage.
- Le fait de recourir à des cabinets privés pour la vérification a coûté 4,2 millions de dollars. Le coût horaire de ces cabinets est d'environ 30 p. cent plus élevé que le coût à l'interne.
- Le Vérificateur général de l'Alberta vise à ce que, pour chaque employé, le nombre d'heures non allouées n'excède pas 25 et à ce que celui relatif aux travaux administratifs ne dépasse pas 100. En 2007-2008, 94 p. cent du personnel a respecté les limites fixées.
- Le Vérificateur général veut que les coûts liés à l'organisation soient inférieurs à 20 p. cent des coûts totaux. Les coûts se composent de ceux associés aux ressources humaines, à la formation et au développement, aux technologies de l'information, à la comptabilité et à l'administration. En 2007-2008, ils ont représenté 16 p. cent.

Vérificateur général de la Colombie-Britannique

 En 2007-2008, les dépenses de 12,2 millions de dollars ont été réparties de la façon suivante: 54 p. cent pour la vérification financière; 24 p. cent pour la vérification de gestion; 3 p. cent pour la gouvernance et l'imputabilité; 19 p. cent pour le soutien aux bonnes pratiques.

- Des missions de vérification, 87 p. cent ont été réalisées à l'intérieur du budget de temps prévu, mais seulement 50 p. cent l'ont été dans le délai prévu.
- Le pourcentage des salaires et des avantages sociaux par rapport aux coûts totaux de fonctionnement a été de 67 p. cent; l'organisation comptait en moyenne 87 employés.
- Depuis plusieurs années, recruter du personnel et maintenir une expertise diversifiée demeure un défi pour l'organisation. Le taux de roulement s'est élevé à 18 p. cent pour 2007-2008.
- Selon un sondage effectué auprès des employés, 70 p. cent étaient motivés par leur travail.
- Les rapports ayant fait l'objet d'un suivi ont montré que 52 p. cent des recommandations ont été appliquées comparativement à 59 p. cent l'année précédente.

Vérificateur général de la Saskatchewan

- Les salaires et les avantages sociaux ont représenté 79 p. cent des dépenses totales.
- Les recommandations ont été regroupées en deux types. Les recommandations de type 1 sont plus faciles à mettre en œuvre que celles de type 2, qui nécessitent plus de temps. Pour 91 p. cent des recommandations de type 1 de plus d'un an, le gouvernement a pris des mesures; en ce qui concerne les recommandations de type 2, des actions ont été accomplies pour 92 p. cent des recommandations de plus de 5 ans.
- Annuellement, un sondage sur la satisfaction des employés est réalisé. En 2007-2008, le résultat moyen obtenu a été de 4 pour l'ensemble des indicateurs, la note maximale étant de 5.
- Les heures de travail des employés ont représenté 83 p. cent des heures totales rémunérées. De ces heures, 67 p. cent ont été consacrées à la vérification, 12 p. cent au soutien technique, 13 p. cent à l'administration et 8 p. cent à la formation.

Bureau du vérificateur général du Manitoba

 Les heures de vérification ont été réparties comme suit: 68 p. cent ont été employées pour la vérification financière, 18 p. cent l'ont été pour la vérification de l'optimisation des ressources et 14 p. cent, pour des vérifications spéciales.

Bureau du vérificateur général de l'Ontario

- Les dépenses totales se sont élevées à 14,0 millions de dollars. Dans l'ensemble, elles ont augmenté de 13,8 p. cent.
- Environ les deux tiers du travail du Bureau consistent à vérifier l'administration des programmes gouvernementaux sur le plan de l'optimisation des ressources.
- Les délais clés ont été respectés en ce qui a trait à la vérification des états financiers.
- Sur une période de cinq ans, le Bureau a retourné des crédits non utilisés de 6,6 millions de dollars, principalement parce qu'il a depuis toujours du mal à recruter et à garder des professionnels qualifiés. En effet, sur le marché concurrentiel de Toronto, les échelles salariales du secteur privé dépassent celles du secteur public.
- Le pourcentage des salaires et des avantages sociaux par rapport aux coûts totaux de fonctionnement a été de 71 p. cent et l'effectif moyen s'est chiffré à 110. L'effectif visé était de 117 employés.

- Les dépenses afférentes aux services professionnels ont grimpé pour les raisons suivantes: difficultés de recrutement; resserrement des délais dans lesquels il faut finaliser la vérification des états financiers; obligation d'affecter un nombre suffisant d'employés à la vérification de l'optimisation des ressources.
- Le Bureau a investi 50 p. cent de plus de ressources financières dans la formation du personnel en raison de l'augmentation de l'effectif et de la nécessité de suivre l'évolution continue des normes comptables et de certification. Il a également consacré des ressources additionnelles à l'amélioration de la formation en vérification de l'optimisation des ressources.

National Audit Office du Royaume-Uni

- En 2007-2008, le National Audit Office comptait 850 employés et a disposé d'un budget qui équivalait à 160 millions de dollars.
- Ses ressources ont été partagées entre quatre principales activités :

vérification financière:
optimisation des ressources:
soutien direct au Parlement:
revue des systèmes ministériels:
46 p. cent;
28 p. cent;
15 p. cent;
11 p. cent.

- En 2007-2008, le NAO:
 - a terminé la vérification de 462 états financiers. Près de 70 p. cent de ces vérifications ont été réalisées dans un délai de quatre mois après la fin de l'année financière, un taux supérieur à celui observé l'année précédente, soit 64 p. cent;
 - a produit au Parlement 60 rapports sur l'optimisation des ressources et d'autres sujets majeurs;
 - a assisté le Public Accounts Committee à l'occasion de quelque 50 auditions et a appuyé 17 autres commissions parlementaires.
- Le NAO a réduit de 30 à 19 p. cent le nombre d'études en optimisation des ressources nécessitant plus d'un an. Néanmoins, 72 p. cent des études requièrent plus de huit mois.

Cette publication est rédigée par le



Québec

750, boulevard Charest Est, bureau 300 Québec (Québec) G1K 9J6 Tél.: 418 691-5900 • Téléc.: 418 644-4460

Montréal

770, rue Sherbrooke Ouest, bureau 1910 Montréal (Québec) H3A 1G1 Tél.: 514 873-4184 • Téléc.: 514 873-7665

Internet

Courriel: verificateur.general@vgq.qc.ca Site Web: http://www.vgq.qc.ca

Le rapport est disponible dans notre site Web.

Protection des droits de propriété intellectuelle du Vérificateur général du Québec Quiconque peut, sans autorisation ni frais, mais à la condition de mentionner la source, reproduire sous quelque support des extraits tirés de ce document, sauf s'il le fait à des fins de commercialisation. Dans ce cas, une autorisation préalable doit être obtenue auprès du Vérificateur général.

Dépôt légal – 3° trimestre 2009 Bibliothèque et Archives nationales du Québec Bibliothèque nationale du Canada ISBN 978-2-550-57065-3







Signification du logo

Un édifice bien reconnaissable, le Parlement, où siège l'Assemblée nationale, autorité de qui le Vérificateur général tient sa mission et à qui il rend compte.

Trois traits dynamiques, illustrant à la fois:

- les trois types de vérifications réalisées par son personnel, à savoir la vérification financière, celle de la conformité avec les lois, les règlements, les politiques et les directives ainsi que la vérification de l'optimisation des ressources;
- les trois éléments qui sont examinés lors des travaux en matière d'optimisation des ressources : l'économie, l'efficience et l'efficacité ;
- les trois domaines social, économique et environnemental liés aux enjeux concernant le développement durable.

Véritable signe distinctif, le logo du Vérificateur général illustre bien que cette institution, en constante évolution, vise à seconder les élus dans leur volonté d'assurer la saine gestion des fonds publics, au bénéfice des citoyennes et citoyens du Québec.





